

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205512]

19 SEPTEMBRE 2013. — Décret portant des dispositions fiscales diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1^{er}. — Dispositions relatives à la modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux, en matière de taxes régionales wallonnes

Section 1^{re}. — Dispositions relatives au Chapitre II — Réorganisation

Article 1^{er}. Les dispositions du Chapitre II intitulé « Déclarations, investigations et contrôles, et moyens de preuve » sont restructurées en trois sections organisées de la manière suivante :

« Section 1^{re}. — La déclaration

Art. 6. Les redevables tenus de faire une déclaration utilisent le formulaire dont le modèle est établi par le Gouvernement.

Le formulaire est délivré par le service désigné par le Gouvernement.

Le redevable qui n'a pas reçu le formulaire est tenu de le réclamer au service désigné par le Gouvernement pour délivrer le formulaire de la déclaration.

Art. 7. Le formulaire est rempli conformément aux indications qui y figurent, certifié exact, daté et signé.

Les documents ou renseignements dont la production est prévue par le formulaire font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints soit en original soit en copie du document original. Les autres annexes à la déclaration doivent être certifiées exactes, datées et signées, sauf si elles émanent de tiers.

La déclaration doit être envoyée ou remise au service intéressé dans le délai indiqué sur le formulaire.

Art. 8. Si le redevable est décédé ou en état d'incapacité légale, l'obligation de déclarer incombe, dans le premier cas, aux héritiers ou aux légataires ou donataires universels et, dans le second cas, au représentant légal.

Pour les sociétés dissoutes, cette obligation incombe aux liquidateurs.

Art. 9. Les déclarations peuvent aussi être souscrites par un mandataire qui doit alors justifier du mandat en vertu duquel il agit.

Les redevables ne sachant ni lire ni signer peuvent faire remplir leur déclaration par les fonctionnaires du service auquel elle doit être remise, à condition qu'ils donnent les indications requises. Dans ce cas, il est fait mention de ladite circonstance dans la déclaration et celle-ci est revêtue de la signature du fonctionnaire qui l'a reçue.

Pour les sociétés dissoutes sans liquidation dans le cadre d'une fusion, d'une opération assimilée à une fusion ou d'une scission visées aux articles 671 à 677 du Code des sociétés, ou d'une opération de droit des sociétés similaire en droit étranger, l'obligation de déclarer incombe, selon le cas, à la société absorbante ou aux sociétés bénéficiaires. Pour les autres sociétés dissoutes, cette obligation incombe aux liquidateurs.

Art. 9bis. Sans préjudice d'autres dispositions spécifiques prévoyant certaines obligations fiscales, le Gouvernement wallon peut imposer à quiconque est passible d'un impôt ou d'une taxe visé par le présent décret, ainsi qu'aux associations, organismes et groupements n'ayant pas la personnalité juridique, la tenue de livres ou l'utilisation de documents et de formulaires dont il fixe le modèle et l'emploi et qu'il estime nécessaires au contrôle de la perception des impôts et taxes visés par le présent décret, soit dans son chef, soit dans le chef de tiers.

Art. 10. Les redevables ont l'obligation de fournir par écrit, dans le délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, sans déplacement, tous renseignements, livres et documents que le service désigné par le Gouvernement juge nécessaires pour assurer la juste perception de la taxe, lorsqu'ils en sont requis par le service désigné par le Gouvernement et sans préjudice du droit de ce service de demander des renseignements sur place conformément à l'article 11bis.

Les renseignements peuvent porter sur les opérations auxquelles le redevable a été partie et être invoqués pour la taxation des tiers qui ont été parties à ces opérations.

Section 2. — Investigations et contrôles

Art. 11. § 1^{er}. Le service désigné par le Gouvernement peut, en ce qui concerne un redevable déterminé, recueillir des attestations écrites, entendre des tiers et requérir dans le délai qu'il fixe, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, des personnes physiques ou morales, ainsi que des associations n'ayant pas la personnalité juridique, à l'exclusion des services, établissements et organismes publics, la production de tous renseignements qu'il juge nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception de la taxe.

§ 2. Les services administratifs de la Région wallonne, les administrations des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes situées sur le territoire de la Région wallonne, ainsi que les établissements et organismes publics actifs sur le territoire de la Région wallonne, sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des taxes et impôts visés par le présent décret, de lui fournir tous renseignements en leur possession, de lui communiquer, sans déplacement, tous actes, pièces, registres et documents quelconques qu'ils détiennent et de lui laisser prendre tous renseignements, copies ou extraits que ledit fonctionnaire juge nécessaires pour assurer l'établissement ou la perception des taxes et impôts visés par le présent décret.

Par organismes publics au sens de l'alinéa précédent, il faut entendre les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels la Région wallonne participe, auxquels la Région wallonne fournit une garantie, sur l'activité desquels la Région wallonne exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le Gouvernement wallon, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Le Gouvernement wallon peut prévoir que toutes les demandes de transmissions de renseignements, actes, pièces, registres et documents quelconques en matière fiscale, introduites auprès de la Région wallonne par d'autres autorités publiques belges ou étrangères, ainsi que toutes les demandes de renseignements, actes, pièces, registres et documents quelconques en matière fiscale, introduites auprès d'autres autorités publiques belges ou étrangères par la Région wallonne, ainsi que les réceptions et envois de ces informations, doivent obligatoirement être adressées à ou par un service déterminé de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie, qu'il désigne.

§ 3. A l'égard des services, administrations, sociétés, associations établissements ou organismes visés au § 2 qui resteraient en défaut de satisfaire aux obligations qui leur incombent en vertu de ces articles, le Gouvernement peut, suivant le cas, requérir l'intervention de l'Inspecteur des Finances ou du délégué du Gouvernement, désigner un commissaire pour recueillir les renseignements jugés nécessaires ou retirer l'agrégation pour l'octroi d'avantages consentis par la Région wallonne.

Art. 11bis. § 1^{er}. Les fonctionnaires du service désigné par le Gouvernement peuvent, aux fins de contrôler la perception des impôts et taxes visés par le présent décret, pénétrer librement, à tout moment, sans avertissement préalable, dans tous les bâtiments, ateliers, établissements, locaux ou autres lieux, où sont effectuées ou présumées être effectuées des activités visées par ces impôts et taxes.

Ces fonctionnaires peuvent notamment :

1. examiner tous les livres, registres, factures et autres documents qui s'y trouvent; vérifier, au moyen du matériel utilisé et avec l'assistance de la personne requise, la fiabilité des informations, données et traitements informatiques, en exigeant notamment la communication de documents spécialement établis en vue de présenter les données enregistrées sur les supports informatiques sous une forme lisible et intelligible;

2. constater la nature et l'importance de l'activité qui s'y exerce et le personnel qui y est affecté, ainsi que des marchandises et de tous les biens qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport; pour le contrôle de la perception de la taxe sur les jeux et paris, contrôler l'encaisse du redevable de la taxe;

3. toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de 5 heures du matin à 9 heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge de police, sauf accord de l'occupant des lieux et sauf pour ce qui concerne le contrôle de la perception de la taxe sur les jeux et paris et de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

§ 2. Sur simple demande des fonctionnaires visés au § 1^{er} et sans préjudice des pouvoirs accordés à ces fonctionnaires par le § 1^{er}, toute personne est tenue de leur présenter tous renseignements, livres, registres, factures et autres documents utiles à l'établissement et à la perception des impôts et taxes visés par le présent décret. Ces fonctionnaires sont autorisés à en prendre copies.

Si ces livres, registres, factures et autres documents sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatisé, ces fonctionnaires :

- ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous forme lisible et intelligible;

- peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} d'effectuer, en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification de l'exacte perception des impôts et taxes visés par le présent décret;

- peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} de leur communiquer les dossiers d'analyse, de programmation et d'exploitation du système utilisé.

§ 3. Les fonctionnaires visés au § 1^{er} ont le droit de retenir, contre délivrance d'un accusé de réception, les livres, registres, factures et autres documents visés au § 2, alinéa 1^{er}, ainsi que les copies établies conformément au § 2, alinéa 2, chaque fois qu'ils estiment que ces livres, registres, factures et autres documents établissent ou concourent à établir la déduction d'une taxe ou d'une amende à sa charge ou à la charge de tiers.

Ce droit ne s'étend pas aux livres qui ne sont pas clôturés. Lorsque ces livres sont conservés au moyen d'un système informatisé, ces fonctionnaires ont le droit de se faire remettre des copies de ces livres dans la forme qu'ils souhaitent.

Art. 11ter. Le redevable d'un impôt ou d'une taxe visé par le présent décret est tenu de conserver une copie des déclarations afférentes à cet impôt ou à cette taxe, transmises au service désigné par le Gouvernement pour les recevoir, ainsi que les livres, registres, factures et autres documents dont la tenue, la rédaction, ou la délivrance sont prescrites par la législation applicable à la taxe ou l'impôt concerné, et ainsi que les autres documents de gestion nécessaires à la vérification de l'établissement et de la perception des impôts et taxes visés par le présent décret, notamment la documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exploitation de systèmes informatisés utilisés dans la gestion de ces impôts et taxes, et les supports d'information et toutes les données qu'ils contiennent, et ce, pendant une durée de cinq années prenant cours au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Sauf lorsqu'ils sont saisis par la justice, ou sauf dérogation accordée par le service désigné par le Gouvernement wallon, les déclarations, livres, registres, factures et autres documents visés à l'alinéa 1^{er} doivent être conservés à la disposition de ce service, dans le bureau, l'agence, la succursale ou tout autre local professionnel ou privé du contribuable où ces livres et documents ont été tenus, établis ou adressés.

Section 3. — Moyens de preuve de l'administration

Art. 12. § 1^{er}. Pour déterminer si une personne est soumise à la taxe et pour établir l'assiette et le montant de la taxe, le service désigné par le Gouvernement peut recourir à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

§ 2. Les déclarations, renseignements, livres et documents, attestations et documents de gestion, visés par les articles 6 à 11ter, ainsi que les données qui y sont contenues, qui sont enregistrés, conservés ou reproduits par le service désigné par le Gouvernement selon un procédé photographique, optique, électronique ou par toute autre technique de l'informatique ou de la télématique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont force probante pour l'application des impôts et taxes visés par le présent décret.

Art. 12bis. Les fonctionnaires de la Région wallonne, les fonctionnaires et agents communaux et provinciaux, sont qualifiés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne pour rechercher les infractions et dresser, même seuls, les procès-verbaux en matière de taxes et impôts visés par le présent décret.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire des faits quelconques qui y sont relatés.

Ils sont transmis au fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

Art. 12ter. § 1^{er}. Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions, par un fonctionnaire de la Région wallonne, soit directement, soit par l'entremise d'un des services désignés à l'article 11, § 2 et § 3, peut être invoqué par la Région wallonne pour la recherche de toute somme due relativement aux impôts et taxes visés par le présent décret.

§ 2. Tout fonctionnaire de la Région wallonne, régulièrement chargé d'effectuer chez une personne physique ou morale un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application d'un impôt ou d'une taxe visé par le présent décret, est, de plein droit, habilité à prendre, rechercher ou recueillir tous renseignements propres à assurer l'exacte perception de tous autres impôts ou taxes établis au profit de la Région wallonne et dont la Région wallonne assure le service.

Art. 12^{quater}. Par dérogation aux articles 10 à 11^{bis}, le service désigné par le Gouvernement n'est pas autorisé à recueillir, dans les comptes, livres et documents des établissements de banque, de change, de crédit et d'épargne, des renseignements en vue de l'imposition de leurs clients.

De même, les articles 10 à 11^{bis} ne sont pas applicables à l'Institut national de statistique, aux établissements et institutions publics financiers et de crédit, pour ce qui concerne les renseignements individuels recueillis sur des tiers.

Si cependant, l'enquête du service désigné par le Gouvernement effectuée sur base des articles 10 à 11^{bis}, auprès d'autres personnes ou établissements que ceux visés aux alinéas 1^{er} et 2, a fait apparaître des éléments concrets permettant de présumer l'existence ou la préparation d'un mécanisme de fraude fiscale, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions peut relever dans les comptes, livres et documents de l'établissement, les renseignements permettant de compléter l'enquête et de déterminer les impôts et taxes dus par ce client. ».

Section 2. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Modification en matière de taxation subsidiaire

Art. 2. L'article 20^{quater} du décret du 6 mai 1999, susmentionné est remplacé par la disposition suivante, rédigée comme suit :

« Lorsqu'une décision du fonctionnaire visé aux articles 25 à 27 fait l'objet d'un recours en justice et que le juge prononce la nullité totale ou partielle de la taxation pour une cause autre qu'une règle relative à la forclusion des délais de taxation visés aux articles 20 et 20^{bis}, la cause reste inscrite au rôle pendant six mois à dater de la décision judiciaire. Pendant ce délai de six mois qui suspend les délais d'opposition, d'appel ou de cassation, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut soumettre à l'appréciation du juge par voie de conclusions, une taxation subsidiaire à charge du même redevable en raison de tout ou partie des mêmes éléments de taxation que la taxation initiale et ce, même si les délais fixés pour l'établissement de la taxe conformément aux articles 20 et 20^{bis}, sont alors écoulés.

Si le fonctionnaire désigné par le Gouvernement soumet au juge une taxation subsidiaire dans le délai de six mois précité, par dérogation à l'alinéa premier, les délais d'opposition, d'appel et de cassation commencent à courir à partir de la signification de la décision judiciaire relative à la taxation subsidiaire.

Lorsque l'établissement de la taxation dont la nullité est prononcée par le juge, a donné lieu à la restitution d'un crédit d'impôt au redevable concerné, il est tenu compte de cette restitution lors de l'établissement de la taxation subsidiaire soumise à l'appréciation du juge.

La taxation subsidiaire n'est recouvrable ou remboursable qu'en exécution de la décision du juge.

Cette taxation subsidiaire est soumise au juge par requête signifiée au redevable; la requête est signifiée avec assignation à comparaître, lorsqu'il s'agit d'un redevable assimilé en vertu de l'article 20^{quinquies}. ».

Art. 3. L'article 2 s'applique aux procédures en cours. Toutefois, en ce qui concerne les taxations qui ont été annulées totalement ou partiellement pour une autre cause qu'une règle relative à la forclusion des délais de taxation visés aux articles 20 et 20^{bis} du décret du 6 mai 1999 précité, avant l'entrée en vigueur du présent décret et pour lesquelles l'administration souhaite proposer une taxation subsidiaire, il est procédé conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret. Cette taxation subsidiaire ne sera toutefois valablement établie que pour autant qu'elle soit soumise à l'appréciation de la juridiction saisie dans les six mois de la décision définitive d'annulation de la taxation initiale.

Section 3. — Dispositions relatives au Chapitre VII — Recouvrement — Nouvelles dispositions

Art. 4. Au chapitre VII, est insérée une section 4. — Dispositions relatives à l'irrecouvrabilité de certaines créances contenant les dispositions suivantes, rédigées comme suit :

« *Section 4. — Dispositions relatives à l'irrecouvrabilité de certaines créances*

Art. 57^{bis}. Le receveur inscrit en surséance indéfinie une créance impayée lorsque, sur base des éléments en sa possession, il estime que celle-ci n'est pas susceptible d'être recouvrée dans les cinq années suivant sa date d'exigibilité.

Avant d'obtenir décharge des créances non recouvrées, le receveur doit faire constater qu'il a fait en temps opportun toutes les diligences et poursuites nécessaires.

Art. 57^{ter}. Sans préjudice de l'application de l'article 35 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, ni de l'inscription en surséance indéfinie et sous réserve dans le chef du débiteur d'un retour à meilleure fortune, sont irrecouvrables au sens du présent décret :

- a) les créances à l'encontre des débiteurs dont l'insolvabilité perdure depuis cinq ans au moins;
- b) les créances produites à la faillite ou à la liquidation d'une personne morale, sur production de l'attestation d'irrecouvrabilité délivrée par le curateur ou le liquidateur.

Art. 57^{quater}. L'irrecouvrabilité vaut décharge pour le receveur. Celui-ci porte les droits irrecouvrables en annulation dans sa comptabilité. Tout paiement obtenu ultérieurement dans l'un des cas visés à l'article 57^{ter} est néanmoins comptabilisé en recette.

Art. 57^{quinquies}. Sur rapport du receveur, la mise en décharge d'une créance non recouvrée peut lui être accordée par le Gouvernement, dans les cas suivants :

- a) lorsque les créances sont prescrites ou non suffisamment établies;
- b) dès le paiement, pour le montant de la différence, lorsque, par suite d'une modification du taux de change, le montant perçu en euro n'a pu entièrement apurer la dette à charge d'un débiteur résidant à l'étranger;
- c) dès la constatation du fait, lorsque la créance à charge d'un Etat étranger, ou d'une personne résidant à l'étranger, ne peut être recouvrée par les voies légales existantes;
- d) lorsque le débiteur n'a plus de domicile connu et reste introuvable à l'issue d'une période de cinq années consécutives prenant cours à la date de la mise en demeure par envoi recommandé;
- e) lorsque les frais de recouvrement, à charge de la Région wallonne, d'une ou de l'ensemble des créances à l'encontre d'un débiteur sont supérieurs au montant dû;
- f) lorsque le débiteur est décédé sans laisser d'héritiers connus ou dont les héritiers ont renoncé à toute succession;
- g) sur base des éléments probants en possession du receveur qui démontrent que les créances ne sont pas susceptibles d'être recouvrées dans les cinq années suivant leur exigibilité.

Art. 57^{sexies}. Après avoir reçu décharge du Gouvernement, le receveur porte les droits correspondants en annulation dans sa comptabilité.

Tout paiement intervenu ultérieurement pour l'un de ces droits est néanmoins comptabilisé en recette. ».

Section 4. — Dispositions relatives au Chapitre IXbis — Transposition de la Directive— 2011/16/UE du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la Directive 77/799/CEE

Art. 5. Il est inséré dans le décret du 6 mai 1999, un nouveau Chapitre IXbis, libellé « Assistance mutuelle ». Ce chapitre sera composé des articles 64bis à 64novies.

Art. 6. Les articles 64bis à 64novies du même décret transposent la Directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogent la Directive 77/799/CEE.

Art. 7. Les articles 64bis à 64novies du même décret, sont rédigés comme suit :

« *Section 1^{re}.* — Dispositions générales et définitions

Art. 64bis. Les articles 64bis à 64novies établissent les règles et procédures selon lesquelles la Région wallonne et les Etats membres de l'Union européenne coopèrent entre eux aux fins d'échanger les informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation interne de la Région wallonne et de tous les Etats membres relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

Ces mêmes articles énoncent également les dispositions régissant l'échange par voie électronique des informations visées à l'alinéa premier.

Ils n'affectent pas l'application des règles relatives à l'entraide judiciaire réciproque en matière pénale. Ils ne portent pas non plus atteinte aux obligations en Région wallonne et dans les Etats membres en matière de coopération administrative plus étendue qui résulteraient d'autres réglementations, y compris d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Aux fins des articles 64bis à 64novies, on entend par :

1° « Directive » : la Directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la Directive 77/799/CEE;

2° « Etat membre » : un Etat membre de l'Union européenne ainsi que ses entités territoriales ou administratives y compris ses autorités locales;

3° « bureau central de liaison » : le bureau tel que défini dans l'accord de coopération à conclure en application de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles et qui est le responsable privilégié des contacts avec les Etats membres dans le domaine de la coopération administrative;

4° « service de liaison wallon » : tout bureau autre que le bureau central de liaison qui a été désigné par le Gouvernement wallon pour échanger directement des informations en vertu du présent article;

5° « fonctionnaire compétent wallon » : tout fonctionnaire qui est autorisé par le Gouvernement wallon à échanger directement des informations en vertu du présent article;

6° « autorité compétente belge » : l'autorité désignée en tant que telle par la Belgique. Le bureau central de liaison désigné conformément au 3°, les services de liaison wallons et les fonctionnaires compétents wallons sont également considérés comme l'autorité compétente belge par délégation;

7° « autorité compétente étrangère » : l'autorité désignée en tant que telle par un Etat membre autre que la Belgique. Le bureau central de liaison, les services de liaison et les fonctionnaires compétents de cet Etat membre sont également considérés comme l'autorité compétente étrangère par délégation;

8° « autorité requérante » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui formule une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère;

9° « autorité requise » : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui reçoit une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente belge ou d'une autorité compétente étrangère;

10° « enquête administrative » : l'ensemble des contrôles, vérifications et actions réalisés par les Etats membres dans l'exercice de leurs responsabilités en vue d'assurer la bonne application de la législation fiscale;

11° « échange automatique » : la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre.

Dans le cadre de l'article 64quinquies, les « informations disponibles » désignent « des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre »;

12° « échange spontané » : la communication ponctuelle, à tout moment et sans demande préalable, d'informations à un autre Etat membre;

13° « personne » :

a) une personne physique;

b) une personne morale;

c) lorsque la législation en vigueur le prévoit, une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut de personne morale;

d) toute autre construction juridique quelles que soient sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts relevant de la directive;

14° « par voie électronique » : au moyen d'équipements électroniques de traitement - y compris la compression numérique - et de stockage des données, par liaison filaire, radio, procédés optiques ou tout autre procédé électromagnétique;

15° « réseau CCN » : la plate-forme commune fondée sur le réseau commun de communication, mise au point par l'Union européenne pour assurer toutes les transmissions par voie électronique entre autorités compétentes dans les domaines douanier et fiscal.

L'autorité compétente belge échange les informations avec les autorités compétentes étrangères.

Section 2. — Echanges d'informations sur demande

Art. 64ter. L'autorité compétente belge peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées à l'article 64bis, alinéa 1^{er}, dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative précise.

L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité requérante de lui communiquer les documents originaux.

L'autorité compétente belge communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées à l'alinéa 1^{er}, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, l'autorité compétente belge avise l'autorité requérante des raisons pour lesquelles elle estime qu'une enquête administrative n'est pas nécessaire.

Pour obtenir les informations demandées ou pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente belge communique les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

Section 3. — Délais

Art. 64^{quater}. Les communications sont effectuées par l'autorité compétente belge le plus rapidement possible, et au plus tard six mois à compter de la date de réception de la demande.

Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge est déjà en possession des informations concernées, les communications sont effectuées dans un délai de deux mois suivant cette date.

Pour certains cas particuliers, l'autorité compétente belge et l'autorité requérante peuvent fixer d'un commun accord des délais différents.

L'autorité compétente belge accuse réception de la demande immédiatement à l'autorité requérante, si possible par voie électronique, et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après l'avoir reçue.

L'autorité compétente belge notifie à l'autorité requérante les éventuelles lacunes constatées dans la demande ainsi que, le cas échéant, la nécessité de fournir d'autres renseignements de caractère général, dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande. Dans ce cas, les délais fixés à l'alinéa 1^{er} débutent à la date à laquelle l'autorité compétente belge a reçu les renseignements complémentaires.

Lorsque l'autorité compétente belge n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir y répondre.

Lorsque l'autorité compétente belge ne dispose pas des informations demandées et n'est pas en mesure de répondre à la demande d'informations ou refuse d'y répondre pour les motifs visés à l'article 64^{octies}, § 3, elle informe l'autorité requérante de ses raisons immédiatement, et en tout état de cause dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

Section 4. — Echange automatique et obligatoire d'informations

Art. 64^{quinqies}. L'autorité compétente belge communique aux autorités compétentes étrangères, dans le cadre de l'échange automatique, les informations, se rapportant aux périodes imposables à compter du 1^{er} janvier 2014, dont elle dispose au sujet des personnes résidant dans cet autre Etat membre et qui concernent des catégories spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge :

- 1° rémunérations des travailleurs;
- 2° rémunérations des dirigeants d'entreprise;
- 3° produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires;
- 4° pensions;
- 5° propriété et revenus des biens immobiliers.

La communication des informations est effectuée au moins une fois par an, et au plus tard six mois après la fin de l'année civile au cours de laquelle les informations sont devenues disponibles.

Les « informations disponibles » désignent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre.

Section 5. — Echange spontané d'informations

Art. 64^{sexies}. Dans les cas suivants, l'autorité compétente belge communique spontanément à l'autorité compétente étrangère les informations visées à l'article 64^{bis}, alinéa 1^{er} :

1° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une perte d'impôt ou de taxe dans l'Etat membre concerné;

2° un contribuable obtient, en Région wallonne, une réduction ou une exonération de taxe ou d'impôt qui devrait entraîner pour lui une augmentation de taxe ou d'impôt ou un assujettissement à une taxe ou à l'impôt dans l'Etat membre concerné;

3° des affaires entre un contribuable en Région wallonne et un contribuable d'un Etat membre sont traitées dans un ou plusieurs pays, de manière à pouvoir entraîner une diminution de taxe ou d'impôt en Région wallonne ou dans l'Etat membre ou dans les deux;

4° l'autorité compétente belge a des raisons de présumer qu'il peut exister une diminution de taxe ou d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéfices à l'intérieur de groupes d'entreprises;

5° l'autorité compétente belge, à la suite des informations communiquées par une autorité compétente étrangère, a recueilli des informations qui sont adéquates, pertinentes et non excessives pour l'établissement d'une taxe ou de l'impôt dans cet Etat membre concerné.

L'autorité compétente belge peut communiquer spontanément à une autorité compétente étrangère les informations dont elle a connaissance et qui sont adéquates, pertinentes et non excessives à cette autorité compétente étrangère.

L'autorité compétente belge qui dispose d'informations visées à l'alinéa 1^{er} les communique à l'autorité compétente étrangère de tout Etat membre intéressé le plus rapidement possible, et au plus tard un mois après que lesdites informations sont disponibles.

L'autorité compétente belge à laquelle des informations visées à l'alinéa 1^{er} sont échangées en accuse réception, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente étrangère qui les lui a communiquées, immédiatement et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après les avoir reçues.

Section 6. — Autres formes de coopération administrative

Art. 64septies § 1^{er}. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 64bis, alinéa 1^{er}, que les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente étrangère :

- 1^o être présents dans les bureaux où les autorités administratives de l'Etat membre requis exécutent leurs tâches;
- 2^o assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'Etat membre requis.

§ 2. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 64bis alinéa 1^{er}, que des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente étrangère peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente belge :

1. être présents, en Région wallonne, dans les bureaux du service de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie qui exécutent ces tâches;
2. assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire wallon.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité compétente belge ont accès, les fonctionnaires de l'autorité requérante reçoivent des copies de ces documents.

En vertu de l'accord visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, les fonctionnaires de l'autorité requérante qui assistent aux enquêtes administratives ne peuvent ni interroger des personnes et ni examiner des documents en Région wallonne.

Les fonctionnaires habilités par l'Etat membre requérant, présents en Région wallonne conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

§ 3. Lorsque la Région wallonne convient avec un ou plusieurs Etats membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, ce paragraphe s'applique.

L'autorité compétente belge identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des Etats membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai dans lequel le contrôle doit être réalisé.

Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente belge, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant.

L'autorité compétente belge désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle.

§ 4. L'autorité compétente belge peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'Etat membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives wallonnes et concernant l'application en Région wallonne de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente belge n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles belges applicables en Région wallonne, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente belge peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un Etat membre.

§ 5. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente belge notifie au destinataire, conformément aux règles applicables en Région wallonne, régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'Etat membre requérant et concernant l'application sur le territoire wallon de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

L'autorité compétente belge informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire.

§ 6. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application de l'article 64ter ou de l'article 64sexies et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente belge qui a reçu les informations, fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Région wallonne, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente belge fournit une fois par an aux Etats membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 7. L'autorité compétente belge qui a communiqué des informations en application de l'article 64ter, alinéa 3, ou de l'article 64sexies, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

§ 8. Lorsqu'un service de liaison wallon ou un fonctionnaire compétent wallon reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue à l'article 64quater commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison.

Section 7. — Conditions régissant la coopération administrative

Art. 64octies. § 1^{er}. Les informations dont dispose la Région wallonne en application des précédents articles sont couvertes par l'obligation de secret et bénéficient de la protection de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Ces informations peuvent servir :

1. à l'administration et à l'application de la législation wallonne relative aux taxes et impôts visés à l'article 2 de la Directive;

2. à l'établissement et au recouvrement d'autres taxes et droits relevant de l'article 2 du décret du 5 juillet 2012 transposant la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, et pour établir et recouvrer des cotisations sociales obligatoires;

3. à l'occasion de procédures judiciaires et administratives pouvant entraîner des sanctions, engagées à la suite d'infractions à la législation en matière fiscale, sans préjudice des règles générales et des dispositions légales régissant les droits des prévenus et des témoins dans le cadre de telles procédures.

Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la Directive et pour autant que cela soit autorisé par la législation applicable en Région wallonne, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations qu'elle a reçues d'une autorité compétente étrangère sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à l'alinéa 2, elle informe l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations de son intention de communiquer ces informations à un troisième Etat membre. Si l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations ne s'oppose pas dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication à cet échange d'informations, l'autorité compétente belge peut transmettre les informations à l'autorité compétente étrangère du troisième Etat membre à condition qu'elle respecte les règles et procédures fixées dans les articles précédents.

Lorsque l'autorité compétente belge estime que les informations transmises par une autorité compétente étrangère conformément à l'alinéa 4 peuvent être utiles pour les fins visées à l'alinéa 3, elle demande pour ce faire, l'autorisation à l'autorité compétente de l'Etat membre d'où proviennent ces informations.

Les informations, rapports, attestations et tous autres documents, ou les copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers, obtenus par l'autorité requise et transmis à l'autorité compétente belge requérante conformément au présent article sont invoqués comme éléments de preuve par les instances compétentes belges au même titre que les informations, rapports, attestations et tous autres documents équivalents fournis par une autre instance belge.

§ 2. L'autorité compétente belge peut autoriser l'utilisation, dans l'Etat membre qui les reçoit, des informations communiquées conformément aux précédents articles, à d'autres fins que celles visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du présent article. L'autorité compétente belge donne l'autorisation à condition que leur utilisation soit possible en Région wallonne à des fins similaires.

Lorsque l'autorité étrangère considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente belge sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à un paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du présent article, l'autorité compétente belge peut autoriser cette autorité compétente étrangère à partager ces informations avec un troisième Etat. Si l'autorité compétente belge ne souhaite pas donner son autorisation, elle signifie son refus dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication par l'Etat membre qui souhaite partager les informations.

Lorsque l'autorité étrangère considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente belge sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, du présent article, l'autorité compétente belge peut accorder la permission à l'autorité compétente étrangère de communiquer ces informations à un troisième Etat membre.

§ 3. Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 64^{ter}, l'autorité compétente belge doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

L'autorité compétente belge fournit à une autorité compétente étrangère les informations visées au § 5, à condition que l'autorité compétente étrangère ait déjà exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

§ 4. L'autorité compétente belge n'est pas autorisée à procéder à des enquêtes ou de transmettre des informations dès lors que la réalisation de telles enquêtes ou la collecte des informations en question aux propres fins de la Région wallonne serait contraire à sa législation.

L'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations lorsque :

1. l'Etat membre requérant n'est pas en mesure, pour des raisons juridiques, de fournir des informations similaires;
2. cela conduirait à divulguer un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, ou une information dont la divulgation serait contraire à l'ordre public.

L'autorité compétente belge informe l'autorité requérante des motifs du rejet de la demande d'informations.

§ 5. L'autorité compétente belge met en œuvre son dispositif de collecte de renseignements afin d'obtenir les informations demandées, même si ces dernières ne lui sont pas nécessaires pour ses propres besoins fiscaux. Cette obligation s'applique sans préjudice du § 4, alinéas 1^{er} et 2, dont les dispositions ne sauraient en aucun cas être interprétées comme autorisant la Région wallonne à refuser de fournir des informations au seul motif que ces dernières ne présentent pour elle aucun intérêt.

Le § 4, alinéas 1^{er} et 2, ne saurait en aucun cas être interprété comme autorisant l'autorité compétente belge à refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

Nonobstant l'alinéa 2, l'autorité compétente belge peut refuser de transmettre des informations demandées lorsque celles-ci portent sur des périodes imposables antérieures au 1^{er} janvier 2011 et que la transmission de ces informations aurait pu être refusée sur la base de l'article 8, point 1^{er}, de la Directive 77/799/CE si elle avait été demandée avant le 11 mars 2011.

§ 6. Lorsque la Région wallonne offre à un pays tiers une coopération plus étendue que celle prévue par la directive, elle ne peut pas refuser cette coopération étendue à un Etat membre souhaitant prendre part à une telle forme de coopération mutuelle plus étendue.

§ 7. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu de l'article 64^{ter}, alinéa 1^{er}, ainsi que les réponses correspondantes, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre de l'article 64^{quater} sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

Les formulaires types visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe comportent au moins les informations ci-après, que doit fournir l'autorité requérante :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
- b) la finalité fiscale des informations demandées.

L'autorité compétente belge peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise.

Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, de l'article 64^{sexies}, alinéas 1^{er} et 4, les demandes de notification administrative au titre de l'article 64^{opties}, § 4 et § 5 et les retours d'information au titre de l'article 64^{opties}, § 6 et § 7, sont transmis à l'aide du formulaire type arrêté par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre de l'article 64^{sexies} sont effectués dans un format informatique standard conçu par la Commission pour faciliter l'échange automatique d'informations et basé sur le format informatique existant en application de l'article 9 de la Directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, qui doit être utilisé pour tous les types d'échanges automatiques d'informations.

§ 8. Les informations communiquées au titre du présent article sont, dans la mesure du possible, fournies par voie électronique au moyen du réseau CCN.

Les demandes de coopération, y compris les demandes de notification et les pièces annexées, peuvent être rédigées dans toute langue choisie d'un commun accord par l'autorité requise et l'autorité requérante. Lesdites demandes ne sont accompagnées d'une traduction dans l'une des langues officielles de la Belgique que dans des cas particuliers et à condition que l'autorité compétente belge motive sa demande de traduction.

Section 8. — Relations avec les pays tiers

Art. 64^{novies}. Lorsque des informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation wallonne relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales sont communiquées par un pays tiers à l'autorité compétente belge, cette dernière peut, dans la mesure où un accord avec ce pays tiers l'autorise, transmettre ces informations aux autorités compétentes des États membres auxquels ces informations pourraient être utiles et à toute autorité compétente étrangère qui en fait la demande.

L'autorité compétente belge peut, en tenant compte de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, transmettre à un pays tiers, conformément aux dispositions belges applicables en Région wallonne, à la communication de données à caractère personnel à des pays tiers, les informations obtenues en application du présent article, pour autant que l'ensemble des conditions suivantes soient remplies :

a) l'autorité compétente étrangère de l'Etat membre d'où proviennent les informations a donné son accord préalable;

b) le pays tiers concerné s'est engagé à coopérer pour réunir des éléments prouvant le caractère irrégulier ou illégal des opérations qui paraissent être contraires ou constituer une infraction à la législation fiscale. ».

Art. 8. Les articles 5, 6 et 7 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2013.

Titre II. — Dispositions relatives à la modification de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision

Art. 9. A l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, modifié par l'article 10 du décret du 27 mars 2003, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante ».

Art. 10. L'article 18 de la même loi, modifié par l'article 19 du décret du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18, § 1^{er}. Le non-respect des obligations visées à l'article 9, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de la présente loi est sanctionné par une amende administrative de 100 euros par exercice écoulé ou en cours et ce, pour chaque appareil de télévision pour lequel la redevance est exigible.

§ 2. Cette amende administrative est réduite à un montant forfaitaire et unique de 25 euros en cas de :

1. régularisation spontanée de la part du redevable hors des délais légaux fixés à l'article 9, § 2, alinéas 1^{er} et 3;
2. reconnaissance de la détention d'un ou plusieurs appareils de télévision :
 - dans le délai légal prévu à l'article 9, § 3, à la suite d'une demande de renseignements adressée ou déposée par le service désigné par le Gouvernement;
 - hors du délai légal prévu à l'article 9, § 3, et à la suite d'une demande de renseignements adressée ou déposée par le service désigné par le Gouvernement et dès lors que le dépassement du délai est justifié par un cas de force majeure reconnu par le service susvisé;

3. reconnaissance de la détention d'un appareil de télévision suite à un contrôle du service désigné par le Gouvernement, pour autant que ce contrôle n'ait pas été précédé par une demande de renseignements à laquelle le redevable a déclaré ne pas détenir un ou plusieurs appareils de télévision au lieu de détention concerné.

§ 3. Le non-respect des obligations visées à l'article 13, alinéas 2 et 4, est sanctionné par une amende administrative de 100 euros par exercice écoulé ou en cours et ce, pour chaque appareil de télévision pour lequel la redevance est exigible.

§ 4. L'invitation à payer visée aux articles 7, 9 et 10 reprendra le montant de la ou des redevance(s) due(s) ainsi que le montant de l'amende administrative établie conformément aux §§ 1^{er} à 3.

§ 5. A défaut de paiement, l'amende administrative est enrôlée, le cas échéant en même temps que la redevance. ».

Art. 11. L'article 25 de la même loi, remplacé par le décret du 27 mars 2003 et modifié par le décret du 5 décembre 2008, est abrogé.

Art. 12. A l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'article 13, 1^o, du décret du 5 décembre 2008, entre les mots « éventuellement majorée » et les mots « en application de l'article 18 », sont insérés les mots « de l'amende administrative infligée ».

Art. 13. A l'article 26, § 2, 7^o, de la même loi, les mots « éventuellement majorée de l'amende administrative » sont insérés après le mot « redevance ».

Art. 14. A l'article 28, § 4, de la même loi modifié par l'article 3, 5°, du décret du 30 avril 2009, entre les mots « éventuellement majorée » et les mots « en application de l'article 18 », sont insérés les mots « de l'amende administrative infligée ».

Art. 15. A l'article 28, § 5, de la même loi modifié par l'article 88, 4°, du décret du 10 décembre 2009, entre les mots « éventuellement majorée » et les mots « en application de l'article 18 », sont insérés les mots « de l'amende administrative infligée ».

Art. 16. A l'article 29, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 30 avril 2009, entre les mots « éventuellement majorée » et les mots « en application de l'article 18 », sont insérés les mots « de l'amende administrative infligée ».

Art. 17. A l'article 31 de la même loi, modifié par l'article 33, 2°, du décret du 17 janvier 2008 et par l'article 89 du décret du 10 décembre 2009, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes s'appliquent aux redevances radio et télévision, sans préjudice des dispositions de la présente loi ».

Art. 18. A l'article 4 de la même loi, modifié par le décret du 27 mars 2003, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Pour chaque appareil de télévision installé dans une chambre d'hôtel ou dans un logement similaire, la redevance de télévision est réduite de moitié. ».

Art. 19. A l'article 13, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les décrets du 27 mars 2003 et du 5 décembre 2008, entre les mots « à l'article 3 » et les mots « pour chaque appareil », sont insérés les mots « ou à l'article 4 ».

Art. 20. A l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les décrets du 27 mars 2003 et du 5 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « sans but de lucre » sont supprimés;

- le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° dans des établissements hospitaliers, dans des maisons de repos pour personnes âgées ou dans des centres d'accueil de jour pour personnes âgées »;

- le 11° est complété par ce qui suit :

« ainsi que dans des institutions agréées d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement pour adultes et jeunes relevant de la politique d'intégration des personnes handicapées et pour personnes en difficultés sociales ».

Art. 21. Les articles 9 à 17 s'appliquent aux dossiers relatifs à des infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent décret et toujours ouverts au jour de cette entrée en vigueur. Dans ce cas, le montant exigible de la ou des redevance(s) calculée(s) conformément à l'article 18, tel que libellé avant l'entrée en vigueur du présent décret, sera ramené au montant de base de la ou des redevance(s) due(s) tel que prévu aux articles 3 et 4, majorée d'une amende administrative forfaitaire et unique de 25 EUR. Ce régime d'entrée en vigueur dérogatoire est conditionné au fait que le service désigné par le Gouvernement reconnaisse que le non-respect d'une des obligations visées à l'article 9, § 2, alinéas 1^{er} et 3, est consécutif à un cas de force majeure.

Les articles 9 à 17 s'appliquent également à tous les dossiers relatifs à des infractions commises entre la date de l'entrée en vigueur du présent décret et la date de sa publication au *Moniteur belge* et clôturés au jour de cette publication.

Art. 22. Les articles 9 à 17 du présent décret produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2013.

Les articles 18 à 20 du présent décret produisent leurs effets à partir du 1^{er} avril 2013.

Titre III. — Dispositions relatives à la modification du Code des impôts sur les revenus (CIR 92) Précompte immobilier

Art. 23. Dans l'article 257 du Code des impôts sur les revenus (CIR 92), les modifications sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° une réduction du précompte immobilier afférent à l'habitation occupée par un ménage comptant au moins deux enfants en vie ou une personne handicapée au sens de l'article 135, alinéa 1^{er}.

Cette réduction est égale à un montant de 250 euros pour chaque personne à charge handicapée, y compris le conjoint, le cohabitant légal ou le cohabitant de fait, et de 125 euros pour chaque enfant à charge non handicapé, et de la moitié de l'un ou l'autre de ces montants pour chaque enfant à charge soumis à un régime d'autorité parentale conjointe et dont l'hébergement est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables, multiplié par la fraction $[100/(100 + \text{total des centimes additionnels au précompte immobilier établis par la commune, par l'agglomération et par la province où est située l'habitation occupée par le ménage})]$.

L'existence de l'autorité parentale conjointe et de l'hébergement égalitaire doit être établie par l'intéressé :

- soit sur la base d'une convention enregistrée ou homologuée par un juge au plus tard au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et dans laquelle il est mentionné explicitement que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables et qu'ils sont disposés à répartir le montant de la réduction pour ces enfants;

- soit sur la base d'une décision judiciaire prononcée au plus tard le 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et dans laquelle il est explicitement mentionné que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables;

- soit sur la base d'une convention intervenue, à la suite d'une médiation volontaire familiale menée par un médiateur agréé par la Commission visée à l'article 1727 du Code judiciaire, au plus tard 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et dans laquelle il est mentionné explicitement que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables et qu'ils sont disposés à répartir le montant de la réduction pour ces enfants.

Par dérogation à ce qui précède, aucune réduction n'est octroyée en faveur du contribuable pour les enfants lui permettant de déduire des rentes alimentaires visées à l'article 104, 1°.

Un enfant militaire, résistant, prisonnier politique ou victime civile de la guerre, décédé ou disparu pendant la campagne 1940-1945, est compté comme s'il était encore en vie; »;

2° au 3°bis, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« une réduction du précompte immobilier afférent à l'habitation occupée par un ménage ayant à sa charge une personne, autre que celles visées au 3°, de sa famille, ou de la famille de son conjoint ou de son cohabitant légal ou de son cohabitant de fait, à l'exception de ce conjoint ou cohabitant légal ou cohabitant de fait. »;

3° au 3°bis, alinéa 2, les mots « l'immeuble occupé par le chef de famille. » sont remplacés par les mots « l'habitation occupée par le ménage. ».

Art. 24. Dans l'article 258, alinéa 3, du même Code, les mots « La réduction prévue à l'article 257, 1^o, n'est pas accordée » sont remplacés par les mots « Elles ne sont pas accordées ».

Art. 25. Dans l'article 259 du même Code, les mots « ménage du grand invalide de guerre, handicapé ou chef de famille intéressé. » sont remplacés par les mots « même ménage ou du ménage du grand invalide de guerre ou de l'handicapé intéressé. ».

Art. 26. Les articles 23 à 25 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2013. Ils sont applicables à partir de la période imposable 2013.

Titre IV. — Dispositions relatives à la modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Section 1^{re}. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Section I^{re}

Transmissions à titre onéreux de biens immeubles - § 4 - Vente de petites propriétés rurales et d'habitations modestes

Art. 27. A l'article 53ter du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) les mots « ou encore en dehors de telles zones, au 1^{er} juillet de l'année précédant celle de la convention de vente de l'immeuble » sont remplacés par les mots « ou en dehors d'une telle zone »;

b) le mot « fixé » est remplacé par le mot « fixée »;

2^o au § 1^{er}, alinéa 3, la phrase « Elle publie également au *Moniteur belge* la liste des communes situées dans une zone à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, au 1^{er} juillet d'une année. » est remplacée par la phrase suivante : « Pour le 31 décembre de l'année au plus tard, elle publie également au *Moniteur belge* la liste des communes situées dans une zone de pression immobilière visée à l'alinéa 1^{er}. Cette liste est applicable aux conventions de ventes conclues au cours de l'année suivant celle de sa publication. ».

Art. 28. L'article 27 du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Section 2. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Fixations des droits

Section XX — Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général

Art. 29. A l'article 159, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, modifié pour la dernière fois par la loi du 23 décembre 1958, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le point b) est complété par les mots suivants : « au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit celui de l'adjudication ou du contrat; »;

2^o dans l'alinéa 1^{er}, le point c) est supprimé;

3^o dans l'alinéa 3, au point b), le mot « premier » est remplacé par le mot « cinquième ».

Art. 30. L'article 29 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Le Gouvernement wallon peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Section 3. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Section XII — Donations

Sous-section 1^{re} — Dispositions générales

Art. 31. A l'article 131bis, § 3, du Code des droits d'enregistrement, le 1^o est abrogé.

Section 4. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Section I^{re}

Transmissions à titre onéreux de biens immeubles — § 1^{er} — Dispositions générales

Art. 32. A l'article 44 du même Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe, les mots :

« , ou à 10 % lorsque les conventions translatives précitées donnent lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » sont supprimés.

Art. 33. A l'article 209, alinéa 1^{er}, du même Code, le 6^o est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« 6^o les droits perçus du chef d'un acte juridique enregistré avant application à cet acte de la réduction du tarif à 5 %, inscrite aux articles 44, 53 et 57, à concurrence du supplément de droits entre le taux appliqué lors de l'enregistrement de l'acte et le taux réduit prévu dans ces dernières dispositions; cette restitution est soumise à la formation d'une demande en restitution au pied de l'acte de prêt hypothécaire donnant droit à la réduction sur l'acte de vente de l'immeuble sur lequel porte l'hypothèque, signée par l'acheteur et le notaire instrumentant, avant l'enregistrement de cet acte de prêt; cette demande au pied de l'acte doit contenir le nom du bénéficiaire de la restitution et, le cas échéant, le numéro du compte sur lequel doit être versé le montant des droits à restituer ».

Section 5. — Dispositions relatives au Chapitre IV — Section XII — Donations

Sous-section 1^{re} — Dispositions générales

Art. 34. A l'article 131bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le § 1^{er} est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 131, pour les donations entre vifs de biens meubles, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un droit proportionnel de :

1^o 3,3 % pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux;

2^o 5,5 % pour les donations entre frères et sœurs, et entre oncles ou tantes et neveux ou nièces;

3^o 7,7 % pour les donations à d'autres personnes. ».

Art. 35. Les articles 31 à 34 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Titre V. — Dispositions en matière de droits de succession — Chapitre III
 Evaluation de l'actif imposable — *Section II* — Règles particulières

Art. 36. Dans l'article 21 du Code des droits de succession, le texte repris sous le point « III » est supprimé et remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« Pour les instruments financiers admis à la négociation sur un système multilatéral belge ou étranger, un marché réglementé belge ou un marché réglementé étranger, respectivement visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, selon la valeur vénale de ces instruments financiers à la date du décès ou à la même date des deux mois subséquents.

Cette valeur est établie sur base de l'information des cours disponibles dans la presse écrite spécialisée et/ou par le biais des sources numériques consultables spécialisées.

Les héritiers, légataires ou donataires doivent indiquer le choix de la date de référence et de la source de l'information des cours dans leur déclaration, ce choix étant applicable à toutes les valeurs délaissées.

Il pourra être demandé aux héritiers, légataires ou donataires de justifier cette valeur de cours par le biais d'une deuxième source indépendante. ».

Art. 37. L'article 36 est applicable pour les successions qui s'ouvrent à partir du premier jour du mois qui suit la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Titre VI — Dispositions relatives à la modification du décret du 19 novembre 1998
 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne

Art. 38. Le 1^o de l'article 2 du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« 1^o « automate » :

- a) les appareils distributeurs automatiques de billets de banques accessibles au public;
- b) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la distribution automatique de billets de banque;
- c) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la réalisation automatique de paiement et la distribution automatique des extraits de compte;
- d) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé;
- e) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé;
- f) les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares ou cigarettes. ».

Art. 39. Le § 1^{er} de l'article 4 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- 1) pour les automates visés à l'article 1^{er}, a), b) et c) : 3.578,93 euros par automate;
- 2) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 760,33 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.086,19 euros par compteur;
- 3) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 894,73 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.278,19 euros par compteur;
- 4) pour les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares et cigarettes : 511,28 euros par appareil distributeur.

Les montants des taxes précités sont adaptés chaque année, à partir de la période imposable 2013, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2013, au *Moniteur belge* les montants de la taxe à percevoir pour l'exercice d'imposition en cours, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente. ».

Art. 40. Les articles 38 et 39 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2013. Ils sont applicables à partir de la période imposable 2012.

Titre VII — Dispositions relatives à la modification du Code des taxes assimilées aux impôts
 sur les revenus en matière d'éco-malus

Art. 41. A l'article 97, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - la seconde, appelée « éco-malus », étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile mis en usage. ».

Art. 42. A l'article 97bis du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La seconde composante de la taxe due pour les voitures et voitures mixtes visées par l'article 94, 1^o, mises en usage par une personne physique domiciliée en Région wallonne, appelée « éco-malus », est calculée conformément aux articles 97quater et 97quinquies. ».

Art. 43. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 2 inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques et modifié par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Calcul de l'éco-malus

Art. 97^{quater}. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile est mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, qu'il remplace ou non un autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'éco-malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule.

Le Ministre de la Région wallonne qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cet avantage précité qui pourrait être accordé, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1.

§ 3. La deuxième composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée « éco-malus », est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97^{quinquies}, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2.

Art. 97^{quinquies}. Le montant de l'éco-malus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97 ^{quater} , § 2, alinéas 3 et 4	Montant de l'éco-malus
7	100,00 €
8	175,00 €
9	250,00 €
10	375,00 €
11	500,00 €
12	600,00 €
13	700,00 €
14	1.000,00 €
15	1.200,00 €
16	1.500,00 €

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97 ^{quater} , § 2, alinéas 3 et 4	Montant de l'éco-malus
17	2.000,00 €
18	2.500,00 €

Par dérogation au présent tableau, le montant de l'éco-malus est égal à 0 euro, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories repris au présent article. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris. ».

Art. 44. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^o du même Code, le § 3, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, comprenant les articles 97^{sexies} et 97^{septies}, et le § 3^{bis}, inséré par le décret du 10 décembre 2009 comprenant les articles 97^{octies} et 97^{nonies}, sont abrogés.

Art. 45. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 4 inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009 devient le § 3 et l'article 97^{dexies} devient l'article 97^{sexies}.

Art. 46. Les articles 41 à 45 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Titre VIII — Entrée en vigueur

Art. 47. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 8, 22, 26, 28, 30, 35, 37, 40 et 46, le présent décret entre en vigueur le dixième jour qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 835 (2012-2013). N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 septembre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205512]

19. SEPTEMBER 2013 — Dekret zur Festlegung von verschiedenen steuerrechtlichen Bestimmungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Titel I — Bestimmungen in Zusammenhang mit der Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Abschnitt 1 — Bestimmungen betreffend Kapitel II — Umorganisation

Artikel 1 - Die Bestimmungen von Kapitel II mit der Überschrift "Erklärungen, Ermittlungen und Kontrollen, und Beweismittel" werden in drei Abschnitte mit folgender Gliederung unterteilt:

„Abschnitt 1 — Die Erklärung

Art. 6 - Die Abgabepflichtigen, die eine Erklärung abgeben müssen, gebrauchen das Formular, dessen Muster durch die Regierung festgesetzt wird.

Das Formular wird durch die von der Regierung bezeichnete Dienststelle ausgehändigt.

Der Abgabepflichtige, der das Formular nicht erhalten hat, muss es bei der Dienststelle, die durch die Regierung zum Aushändigen des Erklärungsformulars bestimmt worden ist, anfordern.

Art. 7 - Das Formular wird gemäß den darin befindlichen Anweisungen ausgefüllt, für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben.

Die Dokumente oder Angaben, deren Vorlage in dem Formular vorgesehen ist, bilden einen festen Bestandteil der Erklärung und müssen ihr beigefügt werden, entweder als Original oder Abschrift des Originaldokumentes. Die anderen Anlagen zur Erklärung müssen für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben, außer wenn sie von Drittpersonen stammen.

Die Erklärung muss der betroffenen Dienststelle innerhalb der auf dem Formular angegebenen Frist zugeschickt werden.

Art. 8 - Ist der Abgabepflichtige verstorben oder rechtsunfähig, so obliegt die Erklärungsverpflichtung im ersten Fall den Erben oder den Gesamtvermächtnisnehmern oder Gesamtbeschenkten und im zweiten Fall dem gesetzlichen Vertreter.

Was die aufgelösten Gesellschaften betrifft, obliegt diese Verpflichtung den Liquidatoren.

Art. 9 - Die Erklärungen können auch durch einen Mandatar gezeichnet werden, der dann das Mandat, aufgrund dessen er handelt, nachweisen muss.

Die Abgabepflichtigen, die weder lesen noch unterzeichnen können, können ihre Erklärung von Beamten der Dienststelle, bei der sie abzugeben ist, ausfüllen lassen, unter der Bedingung, dass sie die erforderlichen Auskünfte geben. In diesem Fall wird der besagte Umstand in der Erklärung angegeben und wird diese mit der Unterschrift des Beamten, der sie in Empfang genommen hat, versehen.

Für die im Rahmen einer Fusion, eines einer Fusion gleichgestellten Vorgangs oder einer in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Spaltung oder eines in ausländischem Recht vergleichbaren Vorgangs im Bereich des Rechts der Gesellschaften ohne Liquidation aufgelösten Gesellschaften fällt die Erklärungsverpflichtung je nach dem Fall zu Lasten der aufnehmenden Gesellschaft oder der begünstigten Gesellschaften. Für die anderen aufgelösten Gesellschaften fällt diese Verpflichtung zu Lasten der Liquidatoren.

Art. 9bis - Unbeschadet anderer spezifischer Bestimmungen, in denen bestimmte steuerliche Verpflichtungen vorgesehen sind, kann die Wallonische Regierung jedem, der eine im vorliegenden Dekret erwähnte Steuer oder Abgabe entrichten sollte, sowie den Vereinigungen, Einrichtungen und Gruppen, die die Rechtspersönlichkeit nicht besitzen, das Führen von Büchern oder die Verwendung von Dokumenten und Formularen auferlegen, deren Muster und Verwendung sie bestimmt und die sie zur Kontrolle der Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben, zu eigenen Lasten oder zu Lasten Dritter, für notwendig erachtet.

Art. 10 - Die Steuer- bzw. Abgabepflichtigen sind verpflichtet, innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Antrags, so wie gemäß Artikel 5, § 3 berechnet, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, an Ort und Stelle alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die die durch die Regierung bestimmte Dienststelle als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern, schriftlich zu übermitteln, wenn sie von der durch die Regierung bestimmten Dienststelle dazu aufgefordert werden, dies unbeschadet des Rechtes dieser Dienststelle, gemäß Artikel 11bis an Ort und Stelle Auskünfte anzufordern.

Die Auskünfte können die Geschäfte betreffen, an denen der Abgabepflichtige beteiligt worden ist, und können bei der Besteuerung von Drittpersonen, die an diesen Geschäften beteiligt worden sind, herangezogen werden.

Abschnitt 2 — Ermittlungen und Kontrollen

Art. 11 - § 1. Was einen bestimmten Abgabepflichtigen betrifft, kann die von der Regierung bestimmte Dienststelle schriftliche Atteste einziehen, Drittpersonen anhören und innerhalb der durch sie festgesetzten Frist, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, von natürlichen oder juristischen Personen, sowie von Vereinigungen ohne Rechtspersönlichkeit, mit Ausnahme der öffentlichen Dienststellen, Einrichtungen und Anstalten, die Vorlage von allen Auskünften anfordern, die sie als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern.

§ 2. Die administrativen Dienststellen der Wallonischen Region, die Verwaltungen der Provinzen, der Agglomerationen, der Gemeindeföderationen und der Gemeinden, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden, sowie die auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen öffentlichen Einrichtungen und Anstalten müssen, wenn sie von einem mit der Festlegung oder der Beitreibung der im vorliegenden Dekret erwähnten Abgaben und Steuern beauftragten Bediensteten dazu aufgefordert werden, ihm alle in ihrem Besitz stehenden Auskünfte geben, ihm an Ort und Stelle alle beliebigen Urkunden, Schriftstücke, Register und Dokumente, die sie halten, vorzeigen und ihm alle Auskünfte, Kopien oder Auszüge nehmen lassen, die der besagte Beamte als notwendig betrachtet, um die Festlegung oder die Erhebung dieser in dem vorliegenden Dekret erwähnten Abgaben und Steuern zu sichern.

Unter öffentlichen Einrichtungen im Sinne des vorigen Absatzes versteht man die Einrichtungen, Gesellschaften, Vereinigungen, Anstalten und Ämter, an deren Verwaltung die Wallonische Region beteiligt ist, denen die Wallonischen Region eine Bürgerschaft gibt, auf deren Tätigkeit die Wallonische Region eine Aufsicht ausübt oder deren Direktionspersonal durch die Wallonische Regierung, auf deren Vorschlag oder vorbehaltlich deren Zustimmung benannt wird.

Die Wallonische Regierung kann vorsehen, dass alle beliebigen Anträge auf Übermittlung von Auskünften, Urkunden, Schriftstücken, Registern und Dokumenten in Sachen Steuern, die bei der Wallonischen Region durch andere belgische oder ausländische öffentliche Behörden eingereicht werden, sowie alle Anträge auf beliebige Auskünfte, Urkunden, Schriftstücke, Register und Dokumente, die bei anderen belgischen oder ausländischen öffentlichen Behörden durch die Wallonische Region eingereicht werden, sowie die Eingänge und Einsendungen dieser Auskünfte unbedingt an oder durch eine bestimmte Dienststelle der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die sie bezeichnet, geschickt werden müssen.

§ 3. Entgegen den in § 2 erwähnten Dienststellen, Verwaltungen, Gesellschaften, Vereinigungen, Einrichtungen oder Anstalten, die den ihnen aufgrund dieser Artikel obliegenden Verpflichtungen nicht genügen würden, kann die Regierung je nach dem Fall das Einschalten des Finanzinspektors oder des Beauftragten der Regierung anfordern, einen Kommissar bezeichnen, um die als notwendig betrachteten Auskünfte einzuholen, oder die Zulassung für die Gewährung von durch die Wallonische Region gewährten Vorteilen entziehen.

Art. 11bis - § 1. Die Beamten der von der Regierung bestimmten Dienststelle können im Hinblick auf die Kontrolle der Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu jeder Zeit ohne Vorwarnung in alle Gebäude, Werkstätten, Betriebe, Räumlichkeiten oder andere Orte frei eindringen, wo durch diese Steuern und Abgaben betroffene Tätigkeiten ausgeübt werden oder wo deren Ausübung vermutet werden kann.

Diese Beamten können insbesondere:

1. alle Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente, die sich dort befinden, untersuchen; mittels des benutzten Materials und mit Hilfe der erforderlichen Person die Zuverlässigkeit der Auskünfte, EDV-Daten und -Verarbeitungen überprüfen, wobei u.a. auf die Übermittlung von Dokumenten bestanden wird, die speziell erstellt werden, um die registrierten Daten auf EDV-Trägern in einer lesbaren und verständlichen Form darzustellen;
2. die Art und den Umfang der dort ausgeübten Tätigkeit und das dazu zugewiesene Personal sowie die Art und die Menge der Waren und aller Güter, die sich dort befinden, einschließlich der Produktions- und Transportmittel feststellen; was die Kontrolle der Erhebung der Steuer auf Spiele und Wetten betrifft, den Kassenbestand des Steuerpflichtigen kontrollieren;
3. in bewohnte Gebäude bzw. Räumlichkeiten dürfen sie aber nur von 5 Uhr morgens bis 9 Uhr abends und nur mit der Genehmigung des Polizeirichters eindringen, es sei denn, der Bewohner hat dazu zugestimmt, dies mit Ausnahme desjenigen, was die Kontrolle der Erhebung der Steuer auf Spiele und Wetten und der Steuer auf die Spielautomaten betrifft.

§ 2. Auf einfache Anforderung der in § 1 erwähnten Beamten und unbeschadet der diesen Beamten durch § 1 gewährten Befugnisse muss jede Person ihnen alle Auskünfte, Bücher, Register, Rechnungen und anderen zur Festlegung und zur Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben vorlegen. Diesen Beamten ist es erlaubt, Kopien davon zu machen.

Wenn diese Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente mittels eines EDV-Systems geführt, erstellt, ausgestellt, empfangen bzw. aufbewahrt werden, dürfen diese Beamten:

- die Mitteilung der auf EDV-Trägern gespeicherten Daten in einer lesbaren und verständlichen Form anfordern;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie in ihrer Anwesenheit und auf deren Material, Kopien aller vorerwähnten Daten oder eines Teils davon in der von ihnen erwünschten Form macht, sowie die zur Überprüfung der genauen Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben notwendigen EDV-Verrichtungen vornimmt;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie ihnen die Analyse-, Programmierungs- und Betriebsakten des verwendeten Systems mitteilt.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Beamten haben das Recht, die Bücher, Register, Rechnungen und anderen in § 2, Absatz 1 erwähnten Dokumente sowie die gemäß § 2, Absatz 2 erstellten Kopien gegen eine Empfangsbestätigung zu behalten, dies jedes Mal wenn sie der Meinung sind, dass diese Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente das Schulden einer Steuer oder Geldbuße für eigene Rechnung oder Rechnung eines Dritten beweisen oder dazu beitragen.

Dieses Recht betrifft jedoch nicht die Bücher, die nicht abgeschlossen sind. Wenn diese Bücher mittels eines EDV-Systems aufbewahrt werden, sind diese Beamten dazu berechtigt, die Übergabe der Kopien dieser Bücher in der von ihnen erwünschten Form anzufordern.

Art. 11ter - Derjenige, der eine in vorliegendem Dekret erwähnte Steuer bzw. Abgabe entrichten muss, muss eine Kopie der diese Steuer bzw. Abgabe betreffenden Erklärungen, die der zu deren Empfang von der Regierung bestimmten Dienststelle übermittelt worden sind, sowie die Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente, deren Führung, Erstellung oder Ausstellung durch die auf die betroffene Steuer oder Abgabe anwendbare Gesetzgebung vorgeschrieben sind, und sowie die anderen Verwaltungsdokumente, die zur Überprüfung der Festlegung und der Erhebung der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Steuern und Abgaben notwendig sind, insbesondere die Dokumentation in Bezug auf die Analysen, die Programmierung und den Betrieb der bei der Verwaltung dieser Steuern und Abgaben verwendeten EDV-Systeme und die Informationsträger und alle Daten, die sie enthalten, aufbewahren, dies während eines Zeitraums von fünf Jahren, der am 1. Januar des Besteuerungsjahres anfängt.

Außer wenn sie durch die Justiz gepfändet sind oder vorbehaltlich einer von der durch die Wallonische Regierung bestimmten Dienststelle gewährten Abweichung müssen die Erklärungen, Bücher, Register, Rechnungen und anderen in Absatz 1 erwähnten Dokumente zur Verfügung dieser Dienststelle in dem Büro, der Agentur, der Zweigniederlassung oder jedem beruflichen oder privaten Raum des Steuerpflichtigen, wo diese Bücher und Dokumente geführt, erstellt oder gesandt worden sind, aufbewahrt werden.

Abschnitt 3 — Beweismittel der Verwaltung

Art. 12 - § 1. Um zu bestimmen, ob eine Person die Steuer zu zahlen hat und um die Bemessungsgrundlage und den Betrag der Steuer festzusetzen, kann die von der Regierung bestimmte Dienststelle auf alle durch das allgemeine Recht angenommenen Beweismittel außer dem Eid zurückgreifen.

§ 2. Die in den Artikeln 6 bis 11ter erwähnten Erklärungen, Auskünfte, Bücher und Dokumente, Bescheinigungen und Verwaltungsdokumente sowie die darin enthaltenen Angaben, die von der von der Regierung bezeichneten Dienststelle mittels eines photographischen, optischen, elektronischen Verfahrens oder jeder anderen Informations- oder Telematiktechnik registriert, aufbewahrt oder reproduziert werden, sowie deren Darstellung auf einem lesbaren Träger haben Beweiskraft für die Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben.

Art. 12bis - Die Beamten der Wallonischen Region, die Beamten und Bediensteten der Gemeinden und Provinzen sind auf dem ganzen Gebiet der Wallonischen Region befugt, Verstöße zu ermitteln und, sogar alleine, Protokolle betreffend die im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu erstellen.

Diese Protokolle sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend für die beliebigen Tatbestände, die sie darlegen. Sie werden dem von der Regierung bestimmten Beamten übermittelt.

Art. 12ter - § 1. Jede Auskunft, jedes Schriftstück, jedes Protokoll oder jede Urkunde, die/das von einem Beamten der Wallonischen Region in der Ausübung seines Amtes entweder direkt oder über eine der in Artikel 11, § 2 und 3 erwähnten Dienststellen entdeckt bzw. erhalten wird, kann durch die Wallonische Region bei der Ermittlung jeder im Bezug auf die in vorliegendem Dekret erwähnten Steuern und Abgaben geschuldeten Summe geltend gemacht werden.

§ 2. Jeder Beamte der Wallonischen Region, der regelmäßig damit beauftragt wird, bei einer natürlichen oder juristischen Person eine Kontrolle oder eine Untersuchung in Verbindung mit der Erhebung einer im vorliegenden Dekret erwähnten Steuer oder Abgabe durchzuführen, ist von Rechts wegen befugt, alle Auskünfte einzuholen, zu ermitteln oder zu empfangen, die zur genauen Erhebung von allen anderen zugunsten der Wallonischen Region festgelegten Steuern oder Abgaben, deren Dienst durch die Wallonische Region gewährleistet wird, beitragen können.

Art. 12^{quater} - In Abweichung von den Artikeln 10 bis 11^{bis} ist es der durch die Regierung bestimmten Dienststelle nicht erlaubt, in den Konten, Büchern und Dokumenten der Bank-, Wechsel-, Kredit- und Spareinrichtungen Auskünfte im Hinblick auf die Besteuerung ihrer Kunden zu suchen.

Ebenso finden die Artikel 10 bis 11^{bis} keine Anwendung auf das Landesinstitut für Statistik, auf die öffentlichen Finanz- und Krediteinrichtungen und -anstalten, was die über Dritte gesammelten individuellen Auskünfte betrifft.

Wenn die Untersuchung der durch die Regierung bestimmten Dienststelle, die auf der Grundlage der Artikel 10 bis 11^{bis} bei anderen Personen oder Betrieben als denjenigen, die in den Absätzen 1 und 2 erwähnt sind, durchgeführt worden ist, jedoch konkrete Elemente ans Licht gebracht hat, die es erlauben, das Bestehen oder die Vorbereitung eines Mechanismus zur Steuerhinterziehung zu vermuten, kann der zu diesem Zweck vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmte Beamte aus den Konten, Büchern und Dokumenten des Betriebs die Auskünfte entnehmen, die es möglich machen, die Untersuchung zu Ende zu führen und die von diesem Kunden geschuldeten Steuern und Abgaben zu bestimmen.

Abschnitt 2 — Bestimmungen betreffend Kapitel IV — Abänderung im Bereich der subsidiären Veranlagung

Art. 2 - Artikel 20^{quater} des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 wird durch folgende, wie folgt verfasste Bestimmung ersetzt:

„Wenn ein Beschluss des in den Artikeln 25 bis 27 erwähnten Beamten Gegenstand eines gerichtlichen Einspruchs ist und wenn der Richter die vollständige oder teilweise Nichtigkeit der Veranlagung wegen eines anderen Grunds als einer Regel in Bezug auf den Verfall der in den Artikeln 20 und 20^{bis} erwähnten Veranlagungsfristen verkündet, bleibt die Sache während sechs Monaten ab der gerichtlichen Entscheidung in der Heberolle eingetragen. Während dieser sechsmonatigen Frist, die die Einspruchs-, Berufungs- oder Kassationsfristen aussetzt, kann der von der Regierung bestimmte Beamte dem Richter anhand von Schlussanträgen eine subsidiäre Veranlagung zu Lasten desselben Abgabepflichtigen aufgrund der Gesamtheit oder eines Teils derselben Veranlagungselemente wie derjenigen der ersten Veranlagung zur Beurteilung unterbreiten, und dies sogar wenn die gemäß den Artikeln 20 bis 20^{bis} festgesetzten Fristen für die Festlegung der Abgabe dann abgelaufen sind.“

Wenn der von der Regierung bestimmte Beamte dem Richter binnen der vorgenannten sechsmonatigen Frist eine subsidiäre Veranlagung unterbreitet, laufen die Einspruchs-, Berufungs- oder Kassationsfristen in Abweichung von Absatz 1 ab der Zustellung der gerichtlichen Entscheidung betreffend die subsidiäre Veranlagung.

Wenn die Festlegung der Veranlagung, deren Nichtigkeit durch den Richter verkündet wird, zur Rückerstattung einer Steuergutschrift an den betroffenen Abgabepflichtigen Anlass gegeben hat, wird diese Rückerstattung bei der Festlegung der subsidiären, dem Richter zur Beurteilung vorgelegten Veranlagung berücksichtigt.

Die subsidiäre Veranlagung ist nur in Anwendung des richterlichen Beschlusses eintreibbar oder rückzahlbar.

Diese subsidiäre Veranlagung wird dem Richter durch einen dem Abgabepflichtigen zugestellten Antrag vorgelegt; der Antrag wird mit einer Vorladung zugestellt, wenn es sich um einen aufgrund des Artikels 20^{quinquies} gleichgestellten Abgabepflichtigen handelt.“

Art. 3 - Artikel 2 ist auf die laufenden Verfahren anwendbar. Was die Veranlagungen betrifft, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets ganz oder teilweise wegen eines anderen Grunds als einer Regel in Bezug auf den Verfall der in den Artikeln 20 und 20^{bis} des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 erwähnten Besteuerungsfristen für nichtig erklärt worden sind, und für die die Verwaltung eine subsidiäre Veranlagung vorschlagen möchte, wird jedoch gemäß den Bestimmungen gehandelt, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets gültig waren. Diese subsidiäre Veranlagung wird nur dann auf gültige Weise festgelegt werden, wenn sie binnen sechs Monaten nach dem endgültigen Beschluss zur Nichtigerklärung der ursprünglichen Veranlagung der befassenen Gerichtsbehörde zur Beurteilung unterbreitet wird.

Abschnitt 3 — Bestimmungen betreffend Kapitel VII — Beitreibung der Abgabe Neue Bestimmungen

Art. 4 - In Kapitel VII wird ein Abschnitt 4 mit der Überschrift - Bestimmungen betreffend die Uneintreibbarkeit bestimmter Schuldforderungen - eingefügt. Dieser Abschnitt enthält die folgenden, wie folgt verfassten Bestimmungen:

„Abschnitt 4 — Bestimmungen betreffend die Uneintreibbarkeit gewisser Forderungen

Art. 57^{bis} - Der Einnahmer entscheidet über den unbegrenzten Aufschub einer unbezahlten Forderung, wenn er auf der Grundlage der Informationen in seinem Besitz der Ansicht ist, dass diese Forderung binnen fünf Jahren nach ihrer Fälligkeit nicht eingetrieben werden dürfte.

Bevor der Einnahmer für die nicht eingetriebenen Forderungen entlastet wird, muss er feststellen lassen, dass er alle erforderlichen Aufgaben und Verfolgungen rechtzeitig unternommen hat.

Art. 57^{ter} - Unbeschadet der Anwendung von Artikel 35 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und der Entscheidung über den unbegrenzten Aufschub und unter Vorbehalt einer Besserung des Vermögensstandes des Schuldners, gelten folgende Forderungen als uneintreibbar im Sinne vorliegenden Dekrets:

- a) die Forderungen gegen Schuldner, deren Zahlungsunfähigkeit seit mindestens fünf Jahren dauert;
- b) die bei dem Konkurs oder der Liquidation einer juristischen Person anfallenden Forderungen, auf Vorlage der vom Konkursverwalter oder Liquidator ausgestellten Uneintreibbarkeitsbescheinigung.

Art. 57^{quater} - Die Uneintreibbarkeit gilt als Entlastung für den Einnahmer. Dieser trägt die nicht eintreibbaren Forderungsbeträge in seine Buchhaltung ein. Jede in einem der in Artikel 57^{ter} genannten Fälle nachträglich erhaltene Zahlung wird jedoch als Einnahme verbucht.

Art. 57^{quinquies} - Auf Bericht des Einnahmers kann die Regierung ihm die Entlastung einer nicht eingetriebenen Forderung in den folgenden Fällen gewähren:

- a) wenn die Forderungen verjährt oder nicht ausreichend belegt sind;
- b) sofort nach der Zahlung und zwar für die Höhe des Unterschieds, wenn der in Euro erhaltene Betrag anschließend an eine Änderung des Wechselkurses die Forderung zu Lasten eines im Ausland wohnenden Schuldners nicht ganz begleichen konnte;

c) sofort nach der Feststellung des Tatbestands, dass die Forderung zu Lasten eines ausländischen Staates oder einer im Ausland wohnenden Person nicht durch die bestehenden Rechtsmittel eingetrieben werden kann;

d) wenn der Schuldner keinen bekannten Wohnsitz mehr hat und nach einer Periode von fünf nacheinander folgenden Jahren ab dem Datum der Zahlungsaufforderung per Einschreibebrief nicht zu finden bleibt;

e) wenn die zu Lasten der Wallonischen Region fallenden Kosten für die Eintreibung einer oder der gesamten Forderungen gegen einen Schuldner höher als der fällige Betrag sind;

f) wenn der Schuldner verstorben ist, ohne bekannte Erben zu hinterlassen oder wenn dessen Erben auf jeglichen Nachlass verzichtet haben;

g) auf der Grundlage der beweiskräftigen Angaben, über die der Einnahmer verfügt, die beweisen, dass die Forderungen binnen fünf Jahren nach ihrem Fälligkeitsdatum nicht eingetrieben werden dürften.

Art. 57^{sexies} - Nachdem der Einnahmer von der Regierung entlastet wurde, bucht er die entsprechenden Forderungsbeträge in seiner Buchführung ab.

Jede für einen dieser Forderungsbeträge nachträglich erhaltene Zahlung wird jedoch als Einnahme verbucht.“

Abschnitt 4 — Bestimmungen betreffend Kapitel IX^{bis} — Umsetzung der Richtlinie 2011/16/EU vom 15. Februar 2011 über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung und zur Aufhebung der Richtlinie 77/799/EWG

Art. 5 - In das Dekret vom 6. Mai 1999 wird ein neues Kapitel IX^{bis} mit der Überschrift "Gegenseitige Amtshilfe" eingefügt. Dieses Kapitel setzt sich aus den Artikeln 64^{bis} bis 64^{novies} zusammen.

Art. 6 - Die Artikel 64^{bis} bis 64^{novies} desselben Dekrets setzen die Richtlinie 2011/16/EU des Rates vom 15. Februar 2011 über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung und zur Aufhebung der Richtlinie 77/799/EWG um.

Art. 7 - Die Artikel 64^{bis} bis 64^{novies} desselben Dekrets tragen folgenden Wortlaut:

"Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen und Definitionen

Art. 64^{bis} - Die Artikel 64^{bis} bis 64^{novies} legen die Regeln und Verfahren fest, nach denen die Wallonische Region und die Mitgliedstaaten der Europäischen Union untereinander im Hinblick auf den Austausch von Informationen zusammenarbeiten, die für die Anwendung und Durchsetzung des internen Rechts der Wallonischen Region und aller Mitgliedstaaten über die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhobenen Abgaben und Steuern voraussichtlich erheblich sind.

Diese Artikel legen ferner Bestimmungen für den Austausch der Informationen nach Absatz 1 auf elektronischem Wege fest.

Sie berühren nicht die Anwendung der Vorschriften über die Rechtshilfe in Strafsachen in den Mitgliedstaaten. Sie berühren auch nicht die Erfüllung der Verpflichtungen, die der Wallonischen Region und den Mitgliedstaaten in Bezug auf eine umfassendere Zusammenarbeit der Verwaltungen aus anderen Rechtsinstrumenten, einschließlich bi- oder multilateralen Abkommen, erwachsen.

Für die Zwecke der Artikel 64^{bis} bis 64^{novies} gelten folgende Definitionen:

1° "Richtlinie": die Richtlinie 2011/16/EU vom 15. Februar 2011 über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung und zur Aufhebung der Richtlinie 77/799/EWG

2° "Mitgliedstaat": ein Mitgliedstaat der Europäischen Union sowie seine gebiets- oder verwaltungsmäßigen Körperschaften einschließlich seiner lokalen Behörden;

a) "zentrales Verbindungsbüro": die Stelle, so wie sie in dem in Anwendung von Artikel 92^{bis}, § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen abzuschließenden Zusammenarbeitsabkommen definiert wird, und die für die Verbindungen zu den anderen Mitgliedstaaten auf dem Gebiet der Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden hauptverantwortlich zuständig ist;

4° "wallonische Verbindungsstelle": jede andere Stelle als das zentrale Verbindungsbüro, die von der Wallonischen Regierung benannt worden ist, um nach Maßgabe vorliegenden Artikels Informationen direkt auszutauschen;

5° "wallonischer zuständiger Bediensteter": jeder Bedienstete, der von der Wallonischen Regierung zum direkten Informationsaustausch nach Maßgabe vorliegenden Artikels befugt worden ist;

6° "belgische zuständige Behörde": die als solche durch Belgien benannte Behörde. Das gemäß Nr. 3° benannte zentrale Verbindungsbüro, die wallonischen Verbindungsstellen und die wallonischen zuständigen Bediensteten werden ebenfalls als belgische zuständige Behörde durch Vollmacht betrachtet;

7° "ausländische zuständige Behörde": die als solche durch einen anderen Mitgliedstaat als Belgien benannte Behörde. Das zentrale Verbindungsbüro, die Verbindungsstellen und die zuständigen Bediensteten dieses Mitgliedstaats werden ebenfalls als ausländische zuständige Behörde durch Vollmacht betrachtet;

8° "ersuchende Behörde": das zentrale Verbindungsbüro, eine Verbindungsstelle oder jeder zuständige Beamte eines Mitgliedstaats, der im Namen der belgischen zuständigen Behörde oder einer ausländischen zuständigen Behörde ein Amtshilfeersuchen stellt;

9° "ersuchte Behörde": das zentrale Verbindungsbüro, eine Verbindungsstelle oder jeder zuständige Bedienstete eines Mitgliedstaats, der im Namen der belgischen zuständigen Behörde oder einer ausländischen zuständigen Behörde ein Amtshilfeersuchen entgegennimmt;

10° "behördliche Ermittlungen": alle von den Mitgliedstaaten in Ausübung ihrer Aufgaben vorgenommenen Kontrollen, Nachprüfungen und andere Handlungen mit dem Ziel, die ordnungsgemäße Anwendung der Steuervorschriften sicherzustellen;

11° "automatischer Austausch": die systematische Übermittlung zuvor festgelegter Informationen an einen anderen Mitgliedstaat ohne dessen vorheriges Ersuchen in regelmäßigen, im Voraus bestimmten Abständen.

Im Sinne des Artikels 64^{quinqüies} sind "verfügbare Informationen" solche, "die in den Steuerakten des die Informationen übermittelnden Mitgliedstaats enthalten sind und die im Einklang mit den Verfahren für die Erhebung und Verarbeitung von Informationen des betreffenden Mitgliedstaats abgerufen werden können";

12° "spontaner Austausch": die nicht systematische Übermittlung von Informationen zu jeder Zeit an einen anderen Mitgliedstaat ohne dessen vorheriges Ersuchen;

13° "Person":

a) eine natürliche Person;

b) eine juristische Person;

c) sofern diese Möglichkeit nach den geltenden Rechtsvorschriften besteht, eine Personenvereinigung, der die Rechtsfähigkeit zuerkannt wurde, die aber nicht über die Rechtsstellung einer juristischen Person verfügt;

d) alle anderen Rechtsvereinbarungen gleich welcher Art und Form — mit oder ohne Rechtspersönlichkeit —, die Vermögensgegenstände besitzen oder verwalten, welche einschließlich der daraus erzielten Einkünfte einer der in der Richtlinie erfassten Steuern unterliegen;

14° "auf elektronischem Wege": die Verwendung elektronischer Anlagen zur Verarbeitung (einschließlich der Datenkomprimierung) und zum Speichern von Daten und unter Einsatz von Draht, Funk, optischer Technologien oder anderer elektromagnetischer Verfahren;

15° "CCN-Netz": die gemeinsame Plattform auf der Grundlage des Gemeinsamen Kommunikationsnetzes (common communication network — CCN), die von der Union für jegliche elektronische Datenübertragung zwischen den zuständigen Behörden im Bereich Zoll und Steuern entwickelt wurde.

Die belgische zuständige Behörde tauscht die Informationen mit den ausländischen zuständigen Behörden aus.

Abschnitt 2 — Informationsaustausch auf Ersuchen

Art. 64ter - Die belgische zuständige Behörde kann in einem besonderen Fall eine ausländische zuständige Behörde darum ersuchen, ihr alle in Artikel 64bis, Absatz 1 genannten Informationen, die sie besitzt oder die sie im Anschluss an behördliche Ermittlungen erhalten hat, zu übermitteln. Das Ersuchen kann ein begründetes Ersuchen um eine bestimmte behördliche Ermittlung enthalten.

Die belgische zuständige Behörde kann bei der ersuchenden Behörde die Übermittlung der Originaldokumente beantragen.

Die belgische zuständige Behörde übermittelt einer ausländischen zuständigen Behörde, die sie in einem besonderen Fall darum ersucht, alle in Absatz 1 genannten Informationen, die sie besitzt oder die sie im Anschluss an die Durchführung von behördlichen Ermittlungen erhalten hat, die zur Beschaffung dieser Informationen erforderlich waren.

Gegebenenfalls benachrichtigt die belgische zuständige Behörde die ersuchende Behörde über die Gründe, aus denen sie der Ansicht ist, dass behördliche Ermittlungen nicht erforderlich sind.

Zur Beschaffung der erbetenen Informationen oder zur Durchführung der erbetenen behördlichen Ermittlungen geht die belgische zuständige Behörde nach denselben Verfahren vor, die sie anwenden würde, wenn sie von sich aus oder auf Ersuchen einer anderen belgischen Behörde handeln würde.

Wenn die ersuchende Behörde eigens darum bittet, übermittelt die belgische zuständige Behörde die Originaldokumente, außer wenn die geltenden belgischen Rechtsvorschriften dem entgegenstehen.

Abschnitt 3 — Fristen

Art. 64quater - Die belgische zuständige Behörde übermittelt die Informationen möglichst rasch, spätestens jedoch sechs Monate nach dem Datum des Eingangs des Ersuchens.

Ist die belgische zuständige Behörde jedoch bereits in Besitz dieser Informationen, so werden sie innerhalb von zwei Monaten ab jenem Datum zur Verfügung gestellt.

In bestimmten besonders gelagerten Fällen können zwischen der belgischen zuständigen Behörde und der ersuchenden Behörde andere Fristen vereinbart werden.

Die belgische zuständige Behörde bestätigt der ersuchenden Behörde unverzüglich, spätestens jedoch sieben Arbeitstage nach Erhalt des Ersuchens, möglichst auf elektronischem Wege den Erhalt dieses Ersuchens.

Die belgische zuständige Behörde unterrichtet die ersuchende Behörde innerhalb eines Monats nach Erhalt des Ersuchens über eventuell bestehende Mängel in dem Ersuchen und gegebenenfalls erforderliche zusätzliche Hintergrundinformationen. In diesem Fall beginnt die Frist gemäß Absatz 1 am Tag, an dem die belgische zuständige Behörde die zusätzlichen Informationen erhalten hat.

Ist die belgische zuständige Behörde nicht in der Lage, auf ein Ersuchen fristgerecht zu antworten, so unterrichtet sie die ersuchende Behörde unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von drei Monaten nach Erhalt des Ersuchens, über die Gründe, die einer fristgerechten Antwort entgegenstehen, sowie über den Zeitpunkt, an dem sie dem Ersuchen voraussichtlich nachkommen kann.

Ist die belgische zuständige Behörde nicht im Besitz der erbetenen Informationen und nicht in der Lage, dem Informationsersuchen nachzukommen, oder lehnt sie es aus den in Artikel 64octies, § 3 genannten Gründen ab, ihm nachzukommen, so teilt sie der ersuchenden Behörde unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb eines Monats nach Erhalt des Ersuchens, die Gründe mit.

Abschnitt 4 — Verpflichtender automatischer Informationsaustausch

Art. 64quinquies - Die belgische zuständige Behörde übermittelt im Wege des automatischen Austauschs der ausländischen zuständigen Behörde Informationen in Bezug auf Besteuerungszeiträume ab 1. Januar 2014, die über in jenem anderen Mitgliedstaat ansässige Personen in Bezug auf die folgenden bestimmten Arten von Einkünften und Vermögen im Sinne des belgischen Rechts verfügbar sind:

1° Gehälter der Arbeitnehmer;

2° Entlohnung der Unternehmensleiter;

3° Lebensversicherungsprodukte, die nicht von anderen Rechtsakten der Union über den Austausch von Informationen oder vergleichbare Maßnahmen erfasst sind;

4° Ruhegehälter;

5° Eigentum an unbeweglichem Vermögen und Einkünfte daraus.

Die Übermittlung der Informationen erfolgt mindestens einmal jährlich, spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ende des Kalenderjahres, im Laufe dessen die Informationen verfügbar wurden.

Unter "verfügbaren Informationen" sind solche zu verstehen, die in den Steuerakten des die Informationen übermittelnden Mitgliedstaats enthalten sind und die im Einklang mit den Verfahren für die Erhebung und Verarbeitung von Informationen des betreffenden Mitgliedstaats abgerufen werden können.

Abschnitt 5 — Spontaner Informationsaustausch

Art. 64*sexies* - Die belgische zuständige Behörde übermittelt der ausländischen zuständigen Behörde die in Artikel 64*bis*, Absatz 1 genannten Informationen in folgenden Fällen:

1° die belgische zuständige Behörde hat Gründe für die Vermutung einer Steuerverkürzung in dem betreffenden Mitgliedstaat;

2° ein Steuerpflichtiger erhält in der Wallonischen Region eine Steuerermäßigung oder Steuerbefreiung, die für ihn eine Steuererhöhung oder eine Besteuerung in dem betreffenden Mitgliedstaat zur Folge haben würde;

3° Geschäftsbeziehungen zwischen einem Steuerpflichtigen in der Wallonischen Region und einem Steuerpflichtigen eines Mitgliedstaats werden über ein oder mehrere weitere Länder in einer Weise geleitet, die in der Wallonischen Region oder in dem Mitgliedstaat oder in beiden zur Steuerersparnis führen kann;

4° die belgische zuständige Behörde hat Gründe für die Vermutung einer Steuerersparnis durch künstliche Gewinnverlagerungen innerhalb eines Konzerns;

5° die belgische zuständige Behörde hat anschließend an Informationen, die ihr von einer ausländischen zuständigen Behörde übermittelt worden sind, Informationen gesammelt, die für die Festsetzung einer Abgabe oder Steuer in dem betreffenden Mitgliedstaat geeignet, relevant und nicht übertrieben sind.

Die belgische zuständige Behörde kann einer ausländischen zuständigen Behörde im Wege des spontanen Informationsaustauschs Informationen übermitteln, von denen sie Kenntnis hat und die für diese ausländische zuständige Behörde geeignet, relevant und nicht übertrieben sind.

Die belgische zuständige Behörde, für die die in Absatz 1 genannten Informationen verfügbar werden, übermittelt diese Informationen so schnell wie möglich an die ausländische zuständige Behörde jedes betroffenen Mitgliedstaats, spätestens jedoch einen Monat, nachdem sie verfügbar geworden sind.

Die belgische zuständige Behörde, der Informationen nach Maßgabe von Absatz 1 übermittelt werden, bestätigt der ausländischen zuständigen Behörde, die die Informationen übermittelt hat, unverzüglich, spätestens jedoch sieben Arbeitstage nach Eingang der Informationen, möglichst auf elektronischem Wege den Erhalt der Informationen

Abschnitt 6 — Sonstige Formen der Verwaltungszusammenarbeit

Art. 64*septies* - § 1. Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen Behörde vereinbaren, dass unter den von der ausländischen zuständigen Behörde festgelegten Regelungen die von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten zum Zweck des Informationsaustauschs gemäß Artikel 64*bis*:

1° in den Amtsräumen zugegen sein dürfen, in denen die Verwaltungsbehörden des ersuchten Mitgliedstaats ihre Tätigkeit ausüben;

2° bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Hoheitsgebiet des ersuchten Mitgliedstaats geführt werden;

§ 2. Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen Behörde vereinbaren, dass unter den von der ausländischen zuständigen Behörde festgelegten Regelungen die von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten zum Zweck des Informationsaustauschs gemäß Artikel 64*bis*, Absatz 1:

1. in der Wallonischen Region, in den Amtsräumen der Dienststelle der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die diese Tätigkeiten erfüllt, zugegen sein dürfen;

2. bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Hoheitsgebiet der Wallonischen Region geführt werden.

Ist die erbetene Information in Unterlagen enthalten, zu denen die Bediensteten der belgischen zuständigen Behörde Zugang haben, so werden den Bediensteten der ersuchenden Behörde Kopien dieser Unterlagen ausgehändigt.

Kraft der in Absatz 1 des vorliegenden Paragrafen genannten Vereinbarung dürfen die Bediensteten der ersuchenden Behörde, die bei behördlichen Ermittlungen zugegen sind, in der Wallonischen Region weder Einzelpersonen befragen noch Aufzeichnungen prüfen.

Befugte Bedienstete des ersuchenden Mitgliedstaats, die sich gemäß Absatz 1 des vorliegenden Paragrafen in der Wallonischen Region aufhalten, müssen jederzeit eine schriftliche Vollmacht vorlegen können, aus der ihre Identität und dienstliche Stellung hervorgehen.

§ 3. Vereinbart die Wallonische Region mit einem oder mehreren Mitgliedstaaten, jeweils in ihrem Hoheitsgebiet gleichzeitige Prüfungen betreffend eine oder mehrere Personen von gemeinsamem oder ergänzendem Interesse durchzuführen, um die dabei erlangten Informationen auszutauschen, so findet dieser Paragraf Anwendung.

Die belgische zuständige Behörde bestimmt selbst, welche Personen sie für eine gleichzeitige Prüfung vorschlagen will. Sie unterrichtet die ausländische zuständige Behörde über die Fälle, für die sie eine gleichzeitige Prüfung vorschlägt, und begründet ihre Wahl. Sie gibt an, in welchem Zeitraum derartige Prüfung durchgeführt werden soll.

Wenn eine gleichzeitige Prüfung der belgischen zuständigen Behörde vorgeschlagen worden ist, entscheidet Letztere, ob sie an der gleichzeitigen Prüfung teilnehmen möchte. Sie bestätigt der ausländischen zuständigen Behörde, die die Prüfung vorgeschlagen hat, ihr Einverständnis oder teilt ihre begründete Ablehnung mit.

Die belgische zuständige Behörde benennt einen für die Beaufsichtigung und die Koordinierung der Prüfung verantwortlichen Vertreter.

§ 4. Die belgische zuständige Behörde kann eine ausländische zuständige Behörde darum ersuchen, nach Maßgabe der Rechtsvorschriften für die Zustellung entsprechender Akte im ersuchten Mitgliedstaat dem Adressaten alle Akte und Entscheidungen der wallonischen Verwaltungsbehörden zuzustellen, die mit der Anwendung in der Wallonischen Region der Rechtsvorschriften über die gesamten Abgaben und Steuern zusammenhängen, die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhoben werden.

Das Zustellungsersuchen enthält den Namen und die Anschrift des Adressaten sowie alle weiteren Informationen, die seine Identifizierung erleichtern können, sowie Angaben über den Gegenstand des zuzustellenden Akts oder der zuzustellenden Entscheidung.

Die belgische zuständige Behörde stellt nur dann ein Zustellungsersuchen, wenn sie nicht in der Lage ist, die Zustellung nach Maßgabe der in der Wallonischen Region anwendbaren Rechtsvorschriften vorzunehmen, oder wenn eine solche Zustellung unverhältnismäßige Schwierigkeiten aufwerfen würde. Die belgische zuständige Behörde kann einer Person im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats jedes Dokument per Einschreiben oder auf elektronischem Wege direkt zustellen.

§ 5. Auf Antrag einer ausländischen zuständigen Behörde stellt die belgische zuständige Behörde nach Maßgabe der in der Wallonischen Region geltenden Rechtsvorschriften für die Zustellung entsprechender Akte dem Adressaten alle Akte und Entscheidungen zu, die von den Verwaltungsbehörden des ersuchenden Mitgliedstaats stammen, und die mit der Anwendung im Wallonischen Hoheitsgebiet der Rechtsvorschriften über die gesamten Abgaben und Steuern zusammenhängen, die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhoben werden.

Die belgische zuständige Behörde teilt der ersuchenden Behörde unverzüglich mit, was aufgrund des Zustellungersuchens veranlasst wurde, und insbesondere, an welchem Tag der Akt oder die Entscheidung dem Adressaten zugestellt wurde.

§ 6. Hat eine ausländische zuständige Behörde Informationen gemäß den Artikeln 64ter oder Artikel 64sexies übermittelt und wird um eine Rückmeldung gebeten, so übermittelt die belgische zuständige Behörde, die die Informationen erhalten hat, unbeschadet der in der Wallonischen Region geltenden Vorschriften zum Schutz des Steuergeheimnisses und zum Datenschutz der ausländischen zuständigen Behörde, die die Informationen übermittelt hat, die Rückmeldung so bald wie möglich und spätestens drei Monate nach Bekanntwerden des Ergebnisses der Verwendung der erbetenen Informationen.

Die belgische zuständige Behörde übermittelt den betroffenen Mitgliedstaaten einmal jährlich nach bilateral vereinbarten praktischen Regelungen eine Rückmeldung zum automatischen Informationsaustausch.

§ 7. Die belgische zuständige Behörde, die Informationen in Anwendung von Artikel 64ter, Absatz 3, oder von Artikel 64sexies übermittelt hat, kann die ausländische zuständige Behörde, die diese Informationen erhalten hat, um eine Rückmeldung dazu bitten.

§ 8. Erhält eine wallonische Verbindungsstelle oder ein wallonischer zuständiger Bediensteter ein Ersuchen um Zusammenarbeit, das eine Tätigkeit außerhalb des ihr/ihm nach den belgischen Rechtsvorschriften oder den belgischen politischen Grundsätzen zugewiesenen Zuständigkeitsbereichs erfordert, so übermittelt sie/er dieses Ersuchen unverzüglich dem zentralen Verbindungsbüro und teilt dies der ersuchenden ausländischen zuständigen Behörde mit. In einem solchen Fall beginnt die Frist nach Artikel 64quater am Tag nach der Weiterleitung des Ersuchens um Zusammenarbeit an das zentrale Verbindungsbüro.

Abschnitt 7 — Bedingungen für die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden

Art. 64octies - § 1. Die Informationen, über die die Wallonische Region in Anwendung der oben stehenden Artikel verfügt, unterliegen der Geheimhaltungspflicht und genießen den Schutz, den das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten für vergleichbare Informationen gewährt.

Diese Informationen können verwendet werden:

1. zur Anwendung und Durchsetzung der wallonischen Rechtsvorschriften über die in Artikel 2 der Richtlinie genannten Abgaben und Steuern.
2. zur Festsetzung und Beitreibung anderer Steuern und Abgaben gemäß Artikel 2 des Dekrets vom 5. Juli 2012 zur Umsetzung der Richtlinie 2010/24/EU des Rates vom 16. März 2010 über die Amtshilfe bei der Beitreibung von Forderungen in Bezug auf bestimmte Steuern, Abgaben und sonstige Maßnahmen oder zur Festsetzung und Einziehung von Pflichtbeiträgen zu Sozialversicherungen;
3. im Zusammenhang mit Gerichts- und Verwaltungsverfahren, die Sanktionen wegen Nichtbeachtung des Steuerrechts zur Folge haben können, und zwar unbeschadet der allgemeinen Regelungen und Vorschriften über die Rechte der Beklagten und Zeugen in solchen Verfahren.

Mit Zustimmung der ausländischen zuständigen Behörde, die die Informationen im Rahmen der Richtlinie übermittelt hat, und nur insoweit, als dies gemäß den in der Wallonischen Region geltenden Rechtsvorschriften zulässig ist, können die von dieser Behörde erhaltenen Informationen und Schriftstücke für andere als in Absatz 2 genannte Zwecke verwendet werden.

Ist die belgische zuständige Behörde der Ansicht, dass Informationen, die sie von einer ausländischen zuständigen Behörde erhalten hat, für die ausländische zuständige Behörde eines dritten Mitgliedstaats für die in Absatz 2 genannten Zwecke von Nutzen sein könnten, so teilt sie der zuständigen Behörde des Mitgliedstaats, von dem die Informationen stammen, ihre Absicht mit, diese Informationen einem dritten Mitgliedstaat weiterzugeben. Wenn die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, von dem die Informationen stammen, sich innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang der Mitteilung über die beabsichtigte Weitergabe dieser Weitergabe der Informationen nicht widersetzt, kann die belgische zuständige Behörde die Informationen der ausländischen zuständigen Behörde des dritten Mitgliedstaates mitteilen, insofern sie die in den oben stehenden Artikeln festgelegten Regeln und Verfahren einhält.

Ist die belgische zuständige Behörde der Ansicht, dass die von einer ausländischen zuständigen Behörde gemäß Absatz 4 übermittelten Informationen für die in Absatz 3 genannten Zwecke von Nutzen sein können, ersucht sie dazu die Zustimmung der zuständigen Behörde des Mitgliedstaates, von dem diese Informationen stammen.

Informationen, Berichte, Bescheinigungen und andere Schriftstücke oder beglaubigte Kopien von Schriftstücken oder Auszüge daraus, die die ersuchte Behörde erhalten und der ersuchenden belgischen zuständigen Behörde im Einklang mit diesem Artikel übermittelt hat, können von den belgischen zuständigen Behörden in gleicher Weise als Beweismittel verwendet werden wie entsprechende Informationen, Berichte, Bescheinigungen und andere Schriftstücke einer anderen belgischen Behörde.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde kann die Verwendung der gemäß der oben stehenden Artikel mitgeteilten Informationen in dem Mitgliedstaat, der diese Informationen erhält, für andere Zwecke als diejenigen unter § 1, Absatz 2 vorliegenden Artikels genehmigen. Die belgische zuständige Behörde erteilt diese Genehmigung, unter der Bedingung, dass die Verwendung dieser Informationen für vergleichbare Zwecke in der Wallonischen Region möglich ist.

Ist die ausländische Behörde der Ansicht, dass Informationen, die sie von der belgischen zuständigen Behörde erhalten hat, für die ausländische zuständige Behörde eines dritten Mitgliedstaats für die in § 1, Absatz 2 vorliegenden Artikel genannten Zwecke von Nutzen sein könnten, so kann die belgische zuständige Behörde dieser ausländischen zuständigen Behörde die Genehmigung erteilen, diese Informationen mit einem dritten Staat zu teilen. Wenn die belgische zuständige Behörde ihre Genehmigung nicht erteilen will, teilt sie ihre Ablehnung innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang der Mitteilung des Mitgliedstaates, der die Informationen teilen will, mit.

Ist die ausländische Behörde der Ansicht, dass Informationen, die sie von der belgischen zuständigen Behörde erhalten hat, für die ausländische zuständige Behörde eines dritten Mitgliedstaats für die in § 1, Absatz 3 vorliegenden Artikels genannten Zwecke von Nutzen sein könnten, so kann die belgische zuständige Behörde dieser ausländischen zuständigen Behörde die Genehmigung erteilen, diese Informationen einem dritten Mitgliedstaat mitzuteilen.

§ 3. Vor dem in Artikel 64ter genannten Auskunftersuchen muss die belgische zuständige Behörde zunächst die üblichen Informationsquellen ausgeschöpft haben, die sie unter den gegebenen Umständen zur Erlangung der erbetenen Informationen genutzt haben könnte, ohne die Erreichung ihres Ziels zu gefährden.

Die belgische zuständige Behörde teilt die in § 5 genannten Informationen einer ausländischen zuständigen Behörde mit, unter der Bedingung, dass die ausländische zuständige Behörde die üblichen Informationsquelle ausgeschöpft hat, die sie unter den gegebenen Umständen zur Erlangung der erbetenen Informationen genutzt haben könnte, ohne die Erreichung ihres Ziels zu gefährden.

§ 4. Die belgische zuständige Behörde wird nicht genehmigt, Ermittlungen durchzuführen oder Informationen zu übermitteln, wenn die Durchführung solcher Ermittlungen bzw. die Beschaffung der betreffenden Informationen für die Zwecke der Wallonischen Region mit ihren Rechtsvorschriften unvereinbar wäre.

Die belgische zuständige Behörde kann die Übermittlung von Informationen ablehnen,

1. wenn der ersuchende Mitgliedstaat seinerseits aus rechtlichen Gründen nicht zur Übermittlung entsprechender Informationen in der Lage ist;

2. wenn sie zur Preisgabe eines Handels-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnisses oder eines Geschäftsverfahrens führen würde oder wenn die Preisgabe der betreffenden Information die öffentliche Ordnung verletzen würde.

Die belgische zuständige Behörde teilt der ersuchenden Behörde die Gründe mit, aus denen das Auskunftersuchen abgelehnt wurde.

§ 5. Die belgische zuständige Behörde trifft die ihr zur Beschaffung von Informationen zur Verfügung stehenden Maßnahmen, um sich die erbetenen Informationen zu verschaffen, auch wenn sie solche Informationen möglicherweise nicht für eigene Steuerzwecke benötigt. Diese Verpflichtung gilt unbeschadet von § 4, Absätze 1 und 2, der jedoch nicht so ausgelegt werden kann, dass sich die Wallonische Region darauf berufen kann, um die Bereitstellung der Informationen allein deshalb abzulehnen, weil sie kein eigenes Interesse daran hat.

§ 4, Absätze 1 und 2 ist in keinem Fall so auszulegen, dass die belgische zuständige Behörde die Erteilung von Informationen nur deshalb ablehnen kann, weil die Informationen sich bei einer Bank, einem sonstigen Finanzinstitut, einem Bevollmächtigten, Vertreter oder Treuhänder befinden oder sich auf Eigentumsanteile an einer Person beziehen.

Ungeachtet des Absatzes 2 kann die belgische zuständige Behörde die Übermittlung der erbetenen Informationen verweigern, wenn diese Informationen vor dem 1. Januar 2011 liegende Besteuerungszeiträume betreffen und wenn die Übermittlung dieser Informationen auf der Grundlage des Artikels 8 Absatz 1 der Richtlinie 77/799/EWG hätte verweigert werden können, falls vor dem 11. März 2011 um sie ersucht worden wäre.

§ 6. Geht die Wallonische Region mit einem Drittland eine umfassendere Zusammenarbeit als in dieser Richtlinie vorgesehen ein, so kann dieser Mitgliedstaat es nicht ablehnen, mit anderen Mitgliedstaaten, die dies wünschen, eine solche umfassendere gegenseitige Zusammenarbeit einzugehen.

§ 7. Ersuchen um Informationen und behördliche Ermittlungen gemäß Artikel 64ter, Absatz 1 sowie die entsprechenden Antworten, Empfangsbestätigungen, Ersuchen um zusätzliche Hintergrundinformationen und Mitteilungen über das Unvermögen zur oder die Ablehnung der Erfüllung des Ersuchens gemäß Artikel 64quater werden soweit möglich mit Hilfe eines Standardformblatts übermittelt, das die Kommission annimmt. Dem Standardformblatt können Berichte, Bescheinigungen und andere Schriftstücke oder beglaubigte Kopien von Schriftstücken oder Auszüge daraus beigefügt werden.

Das Standardformblatt nach Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen beinhaltet zumindest die folgenden Informationen, die von der ersuchenden Behörde zu übermitteln sind:

a) die Bezeichnung der Person, der die Untersuchung oder Ermittlung gilt;

b) der steuerliche Zweck, zu dem die Informationen beantragt werden.

Die belgische zuständige Behörde kann ü soweit bekannt und im Einklang mit den Entwicklungen auf internationaler Ebene ü Name und Anschrift jeder Person, von der angenommen wird, dass sie über die gewünschten Informationen verfügt, wie auch jede Angabe übermitteln, welche die Beschaffung von Informationen durch die ersuchte Behörde erleichtern könnte.

Der spontane Informationsaustausch und seine Bestätigung gemäß Artikel 64sexies, Absatz 1 bzw. Absatz 4, Zustellungersuchen gemäß Artikel 64opties, § 4 und § 5, und Rückmeldungen gemäß Artikel 64opties, § 6 und § 7, erfolgen mit Hilfe des von der Kommission angenommenen Standardformblatts.

Der automatische Informationsaustausch gemäß Artikel 64sexies erfolgt über ein von der Kommission angenommenes elektronisches Standardformat, mit dem ein solcher automatischer Austausch erleichtert werden soll und dem das bestehende elektronische Format nach Artikel 9 der Richtlinie 2003/48/EG des Rates vom 3. Juni 2003 im Bereich der Besteuerung von Zinserträgen zugrunde liegt, das für alle Arten des automatischen Informationsaustauschs zu verwenden ist.

§ 8. Die Informationsübermittlung im Rahmen dieses Artikels erfolgt soweit möglich auf elektronischem Wege mit Hilfe des CCN-Netzes.

Ersuchen um Zusammenarbeit, einschließlich Zustellungersuchen, und beigefügte Schriftstücke können in den Sprachen abgefasst werden, die zwischen der ersuchten und der ersuchenden Behörde vereinbart wurden. Solchen Ersuchen wird eine Übersetzung in eine der Amtssprachen Belgiens nur in besonderen Fällen beigefügt, wenn die ersuchte Behörde die Anforderung einer solchen Übersetzung begründet.

Abschnitt 8 — Beziehungen zu Drittländern

Art. 64novies - Erhält die belgische zuständige Behörde von einem Drittland Informationen, die für die Anwendung und Durchsetzung des wallonischen Rechts über die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhobenen Abgaben und Steuern voraussichtlich erheblich sind, so kann diese Behörde diese Informationen — sofern dies aufgrund einer Vereinbarung mit dem betreffenden Drittland zulässig ist — den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten, für die diese Informationen von Nutzen sein könnten, und allen darum ersuchenden zuständigen ausländischen Behörden zur Verfügung stellen.

Die belgische zuständige Behörde kann, unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten, und gemäß den in der Wallonischen

Region geltenden belgischen Bestimmungen über die Weitergabe personenbezogener Daten an Drittländer, die im Einklang mit vorliegendem Artikel erhaltenen Informationen an ein Drittland weitergeben, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

a) die ausländische zuständige Behörde des Mitgliedstaats, von dem die Informationen stammen, ist mit der Übermittlung einverstanden;

b) das betroffene Drittland hat sich zu der Zusammenarbeit verpflichtet, die für den Nachweis der Unregelmäßigkeit oder der Rechtswidrigkeit von mutmaßlich gegen die Steuervorschriften verstoßenden oder ihnen zuwiderlaufenden Transaktionen erforderlich ist.“

Art. 8 - Die Artikel 5, 6 und 7 vorliegenden Dekrets werden am 1. Januar 2013 wirksam.

Titel II — Bestimmungen in Bezug auf die Änderungen im Gesetz vom 13. Juli 1987
über die Rundfunk- und Fernsehgebühren

Art. 9 - In Artikel 9, § 2, Absatz 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, abgeändert durch Artikel 10 des Dekrets vom 27. März 2003 wird der Wortlaut "dreißig" durch den Wortlaut "sechzig" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 18 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 19 des Dekrets vom 27. März 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 18 - § 1. Die Nichteinhaltung der in Artikel 9, § 2, Absatz 1 und 3 des vorliegenden Gesetzes erwähnten Verpflichtungen wird durch eine administrative Geldbuße in Höhe von 100 Euro pro abgelaufenes oder laufendes Rechnungsjahr geahndet und zwar für jedes Fernsehgerät, für das die Gebühr zu entrichten ist.

§ 2. Diese administrative Geldbuße wird auf einen einmal zu zahlenden Pauschalbetrag von 25 Euro herabgesetzt:

1. im Falle einer spontanen von dem Abgabepflichtigen getätigten Berichtigung nach Ablauf der in Artikel 9, § 2, Absatz 1 und 3 festgelegten gesetzlichen Fristen;

2. im Falle der Anerkennung des Besitzes eines oder mehrerer Fernsehgeräte:

- innerhalb der in Artikel 9, § 3 festgelegten gesetzlichen Frist im Anschluss an eine von der durch die Regierung bezeichnete Dienststelle schriftlich übermittelte oder hinterlegte Auskunftsanfrage;

- nach Ablauf der in Artikel 9, § 3 festgelegten gesetzlichen Frist im Anschluss an eine von der durch die Regierung bezeichnete Dienststelle schriftlich übermittelte oder hinterlegte Auskunftsanfrage und insofern die Missachtung dieser Frist durch einen Fall höherer Gewalt gerechtfertigt wird, der durch die vorerwähnte Dienststelle anerkannt wird;

3. im Falle der Anerkennung des Besitzes eines Fernsehgerätes im Anschluss an eine Kontrolle durch die von der Regierung bezeichnete Dienststelle, insofern dieser Kontrolle keine Auskunftsanfrage vorangegangen ist, im Anschluss an die der Gebührenpflichtige erklärt hat, am betreffenden Ort nicht im Besitz eines oder mehrerer Fernsehgeräte zu sein.

§ 3. Die Nichteinhaltung der in Artikel 13, Absatz 2 und 4 erwähnten Verpflichtungen wird durch eine administrative Geldbuße in Höhe von 100 Euro pro abgelaufenes oder laufendes Rechnungsjahr geahndet und zwar für jedes Fernsehgerät, für das die Gebühr zu entrichten ist.

§ 4. Die in den Artikeln 7, 9 und 10 erwähnte Zahlungsaufforderung führt den Betrag der geschuldeten Gebühr(en) an, sowie den Betrag der gemäß § 1 bis 3 festgelegten administrativen Geldbuße.

§ 5. In Ermangelung der Zahlung wird die administrative Geldbuße in die Heberolle eingetragen, ggf. gemeinsam mit der Gebühr.“

Art. 11 - Artikel 25 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 27. März 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Dezember 2008, wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 26, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 13, 1° des Dekrets vom 5. Dezember 2008 wird zwischen den Wortlaut "in Anwendung von Artikel 18" und den Wortlaut "erhöhte Fernsehgebühr" der Wortlaut "um die verhängte administrative Geldbuße" eingefügt.

Art. 13 - In Artikel 26, § 2, 7° desselben Gesetzes wird vor den Wortlaut "Gebühr" der Wortlaut "gegebenenfalls um die administrative Geldbuße erhöhte" eingefügt.

Art. 14 - In Artikel 28, § 4 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 3, 5° des Dekrets vom 30. April 2009 wird zwischen den Wortlaut "in Anwendung von Artikel 18" und den Wortlaut "erhöhte Fernsehgebühr" der Wortlaut "um die verhängte administrative Geldbuße" eingefügt.

Art. 15 - In Artikel 28, § 5 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 88, 4° des Dekrets vom 10. Dezember 2009 wird zwischen den Wortlaut "in Anwendung von Artikel 18" und den Wortlaut "erhöhte Fernsehgebühr" der Wortlaut "um die verhängte administrative Geldbuße" eingefügt.

Art. 16 - In Artikel 29, Absatz 1 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009 wird zwischen den Wortlaut "in Anwendung von Artikel 18" und den Wortlaut "erhöhte Fernsehgebühr" der Wortlaut "um die verhängte administrative Geldbuße" eingefügt.

Art. 17 - In Artikel 31 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 33, 2° des Dekrets vom 17. Januar 2008 und durch Artikel 89 des Dekrets vom 10. Dezember 2009, wird § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Die Bestimmungen über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben sind unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes anwendbar auf die Rundfunk- und Fernsehgebühren“.

Art. 18 - In Artikel 4 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt: "Für jedes Fernsehgerät, das in einem Hotelzimmer oder in einer ähnlichen Wohnung installiert ist, wird die Fernsehgebühr um die Hälfte reduziert.“

Art. 19 - In Artikel 13, Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und vom 5. Dezember 2008, wird zwischen den Wortlaut "in Artikel 3" und den Wortlaut "erwähnte Fernsehgebühr" der Wortlaut "oder in Artikel 4" eingefügt.

Art. 20 - In Artikel 19, Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und vom 5. Dezember 2008, werden folgende Abänderungen angebracht:

- der Wortlaut "ohne Gewinnerzielungsabsicht" wird gestrichen;

- Punkt 10° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"10° in den Krankenhäusern, in den Erholungsheimen für Betagte oder in den Tagesaufnahmезentren für Betagte“;

- Punkt 11° wird wie folgt ergänzt:

„sowie in den anerkannten Einrichtungen für die Aufnahme, die Unterbringung und die Betreuung von Erwachsenen und Jugendlichen im Rahmen der Politik zur Eingliederung von Personen mit einer Behinderung und von sozial schwachen Personen“.

Art. 21 - Die Artikel 9 bis 17 sind anwendbar auf die Akten über vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets begangene Verstöße, die am Tag dieses Inkrafttretens noch nicht abgeschlossen sind. In diesem Fall wird der zu zahlende Betrag der auf der Grundlage von Artikel 18 in seiner vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Fassung berechneten Gebühr(en) auf den Grundbetrag der Gebühr(en), die in den Artikeln 3 und 4 angeführt wird/werden, herabgesetzt, erhöht um eine administrative Geldbuße in Höhe eines einmal zu zahlenden Pauschalbetrags von 25 Euro. Diese abweichende Regelung für das Inkrafttreten ist an die Bedingung gebunden, dass die von der Regierung bezeichnete Dienststelle anerkennt, dass die Missachtung einer der in Artikel 9, § 2, Absätze 1 und 3 angeführten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist.

Die Artikel 9 bis 17 sind ebenfalls anwendbar auf alle Akten über zwischen dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets und dem Datum seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* begangene Verstöße, die am Tag dieser Veröffentlichung abgeschlossen sind.

Art. 22 - Die Artikel 9 bis 17 des vorliegenden Dekrets werden ab dem 1. Januar 2013 wirksam.

Die Artikel 18 bis 20 des vorliegenden Dekrets werden ab dem 1. April 2013 wirksam.

Titel III — Bestimmungen in Bezug auf die Änderungen im Einkommensteuergesetzbuch (ESG 92) Immobiliensteuervorabzug

Art. 23 - Artikel 257 des Einkommensteuergesetzbuches (ESG 92) wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 3° wird durch das Folgende ersetzt:

„3° Eine Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf die Wohnung, die von einem Haushalt bewohnt wird, zu der mindestens zwei lebende Kinder oder eine behinderte Person im Sinne von Artikel 135, Absatz 1, gehören.

Diese Ermäßigung entspricht einem Betrag von 250 Euro für jede unterhaltsberechtigten behinderte Person, einschließlich des Ehepartners, des gesetzlich zusammenwohnenden Partners oder des faktisch zusammenwohnenden Partners, und von 125 Euro für jedes nicht behinderte unterhaltsberechtigten Kind, und von der Hälfte des einen oder des anderen dieser Beträge für jedes unterhaltsberechtigten Kind im Rahmen der Regelung der gemeinsamen elterlichen Gewalt, dessen Unterbringung zu gleichen Teilen unter die beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt wird, multipliziert mit dem Bruchteil $100/(100 + \text{Gesamtbetrag der Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug, die von der Gemeinde, von der Agglomeration und von der Provinz, in der das von dem Haushalt bewohnte Gebäude gelegen ist, festgesetzt worden sind})$.

Das Bestehen des gemeinsamen elterlichen Gewalt und der gleichmäßig aufgeteilten Unterbringung muss durch den Betroffenen erwiesen werden:

- entweder auf der Grundlage einer Vereinbarung, die spätestens am 1. Januar des Steuerjahres durch einen Richter registriert oder beglaubigt worden ist, und in der ausdrücklich erklärt wird, dass die Unterbringung zu gleichen Teilen unter die beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt wird, und dass sie bereit sind, den Betrag der Ermäßigung für diese Kinder aufzuteilen;

- oder auf der Grundlage einer spätestens am 1. Januar des Steuerjahres verkündeten gerichtlichen Entscheidung, in der ausdrücklich erklärt wird, dass die Unterbringung dieser Kinder zu gleichen Teilen unter die beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt wird;

- oder auf der Grundlage einer im Anschluss an eine freiwillige Vermittlung in Familiensachen unter der Leitung eines durch die in Artikel 1727 des Gerichtsgesetzbuches angeführte Kommission zugelassenen Vermittlers spätestens am 1. Januar des Steuerjahres zustande gekommenen Vereinbarung, und in der ausdrücklich erklärt wird, dass die Unterbringung zu gleichen Teilen unter die beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt wird, und dass sie bereit sind, den Betrag der Ermäßigung für diese Kinder aufzuteilen.

In Abweichung von den vorangeführten Bestimmungen wird keinerlei Ermäßigung zugunsten des Steuerpflichtigen gewährt für die Kinder, für die er Unterhaltsleistungen nach Artikel 104, 1° abziehen kann.

Kinder, die während des Feldzuges 1940-1945 als Militärpersonen, Widerstandskämpfer, politische Gefangene oder zivile Kriegesopfer verstorben oder verschollen sind, werden gezählt, als ob sie noch am Leben wären;“;

2° In Punkt 3°*bis* wird Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

„eine Ermäßigung des Immobilienvorabzuges für das von dem Haushalt bewohnte Gebäude, der eine andere unterhaltsberechtigten Person als die unter 3° erwähnten Personen in seiner Familie, der Familie seines Ehepartners, seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners oder seines faktisch zusammenwohnenden Partners hat, mit Ausnahme dieses Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners oder faktisch zusammenwohnenden Partners.“.

3° in Punkt 3°*bis*, Absatz 2 wird der Wortlaut „das von dem Familienoberhaupt bewohnte Gebäude“ durch den Wortlaut „das von dem Haushalt bewohnte Gebäude“ ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 258, Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut „Die in Artikel 257, 1° vorgesehene Ermäßigung wird für den Teil der Wohnung, die zur Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bestimmt ist, nicht gewährt“ durch den Wortlaut „Sie werden für den Teil der Wohnung, die zur Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bestimmt ist, nicht gewährt“ ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 259 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut „des Haushalts des betreffenden schweren Kriegsinvaliden, Behinderten oder Familienoberhaupt sind“ durch den Wortlaut „desselben Haushalts oder des Haushalts des betreffenden schweren Kriegsinvaliden oder Behinderten sind“ ersetzt.

Art. 26 - Die Artikel 23 bis 25 des vorliegenden Dekrets werden ab dem 1. Januar 2013 wirksam. Sie sind ab dem Besteuerungszeitraum 2013 anwendbar.

Titel IV — Bestimmungen in Bezug auf die Änderungen im Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch

Abschnitt 1 — Bestimmungen in Bezug auf Kapitel IV — Abschnitt I — Entgeltliche Übertragung unbeweglicher Güter § 4 — Verkauf kleiner ländlicher Eigentümer und bescheidener Wohnungen

Art. 27 - In Artikel 53ter des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1:

a) wird der Wortlaut "am 1. Juli des Jahres vor dem der Verkaufsvereinbarung der Immobilie" gestrichen und wird der Wortlaut "oder aber außerhalb dieser Gebiete liegt" durch den Wortlaut "oder außerhalb eines derartigen Gebiets liegt" ersetzt;

b) in der französischen Fassung wird der Wortlaut "fixé" durch den Wortlaut "fixée" ersetzt;

2° in § 1, Absatz 3 wird der Satz "Sie veröffentlicht ebenfalls im Belgischen Staatsblatt die Liste der Gemeinden, die am 1. Juli eines Jahres in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck oder einem Gebiet mit starkem Baudruck liegen, gemäß Artikel 1, 13° bzw. Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)." durch den folgenden Satz ersetzt: "Spätestens am 31. Dezember des Jahres veröffentlicht sie ebenfalls im Belgischen Staatsblatt die Liste der Gemeinden, die in einem Gebiet mit starkem Baudruck gemäß Absatz 1 liegen. Diese Liste ist anwendbar auf die Verkaufsvereinbarungen, die im Laufe des Jahres nach ihrer Veröffentlichung abgeschlossen werden."

Art. 28 - Artikel 27 des vorliegenden Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abschnitt 2 — Bestimmungen in Bezug auf Kapitel IV — Festlegung der Gebühren — Abschnitt XX
Urkunden, die von der Proportionalgebühr befreit sind und für die eine feste Gebühr zu zahlen ist

Art. 29 - Artikel 159, 1° des Registrierungssetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 23. Dezember 1958, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Punkt b) durch folgenden Wortlaut ergänzt: "spätestens am fünften Werktag nach dem Tag der Ausschreibung oder des Vertrags;";

2° in Absatz 1 wird Punkt c) gestrichen;

3° in Absatz 3 wird in Punkt b) wird der Wortlaut "ersten" durch den Wortlaut "fünften" ersetzt.

Art. 30 - Artikel 29 tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Die Wallonische Regierung ist befugt, für das Inkrafttreten ein späteres Datum als das in Absatz 1 angeführte Datum festzulegen.

Abschnitt 3 — Bestimmungen in Bezug auf Kapitel IV — Abschnitt XII
Schenkungen — Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 31 - In Artikel 131bis, § 3 des Registrierungssetzbuches wird Punkt 1° aufgehoben.

Abschnitt 4 — Bestimmungen in Bezug auf Kapitel IV — Abschnitt I
Entgeltliche Übertragung unbeweglicher Güter — § 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 32 - In Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird folgender Wortlaut gestrichen:

" , oder auf 10% wenn die vorgenannten Übertragungsvereinbarungen Anlass geben zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekendarlehens in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie".

Art. 33 - In Artikel 209, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 6° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"6° die auf der Grundlage eines Rechtsakts vereinnahmten Gebühren, wenn dieser Rechtsakt registriert worden war, bevor die Ermäßigung des Tarifs auf 5% nach Artikeln 44, 53 und 57 auf diesen Rechtsakt anwendbar war, in Höhe des Betrags der zusätzlich bezahlten Gebühren, die dem Unterschied zwischen dem bei der Registrierung des Rechtsakts angewandten Satz und dem ermäßigten Satz nach diesen Bestimmungen entsprechen; diese Rückerstattung unterliegt der Bildung vor der Registrierung dieses Darlehensvertrags eines vom Käufer und amtierenden Notar unterzeichneten Antrags auf Rückerstattung am Fuß des Hypothekendarlehensvertrags, der zur Ermäßigung auf den Kaufvertrag des Immobilienguts berechtigt, auf das sich die Hypothek bezieht; dieser Antrag am Fuß des Darlehensvertrags muss den Namen des Bezugsberechtigten der Rückerstattung und ggf. die Nummer des Kontos, auf das der Betrag der zurück zu erstattenden Gebühren zu überweisen ist, angeben."

Abschnitt 5 — Bestimmungen in Bezug auf Kapitel IV — Abschnitt XII
Schenkungen — Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 34 - In Artikel 131bis des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"In Abweichung von Artikel 131 wird bei Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine proportionale Steuer eingezogen, die sich auf Folgendes beläuft:

1° 3,3% für Schenkungen in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern;

2° 5,5% für Schenkungen zwischen Geschwistern, und zwischen Onkeln oder Tanten und Neffen oder Nichten;

3° 7,7% für Schenkungen an andere Personen."

Art. 35 - Die Artikel 31 bis 34 des vorliegenden Dekrets treten am 1. Januar 2014 in Kraft.

Titel V — Bestimmungen in Bezug auf die Erbschaftsteuern — Kapitel III — Bewertung der steuerbaren Aktiva
Abschnitt II — Sonderregelungen

Art. 36 - In Artikel 21 des Erbschaftsteuergesetzbuches wird der unter Punkt "III" angeführte Wortlaut gestrichen und durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Für die Finanzinstrumente die zum Handel zugelassen werden auf einem belgischen oder ausländischen multilateralen System, auf einem geregelten belgischen Markt oder auf einem geregelten ausländischen Markt gemäß Artikel 2, Absatz 1, 4° bzw. 5° und 6° des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen aufgrund des Verkaufswertes dieser Finanzinstrumente am Datum des Ablebens oder am selben Datum der beiden darauffolgenden Monate.

Dieser Wert wird festgelegt auf der Grundlage der Kursinformationen, die in der geschriebenen Fachpresse verfügbar sind und/oder durch einsehbar digitale fachliche Informationsquellen.

Die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger müssen die Wahl des Referenzdatums und der Informationsquelle der Kurse in ihrer Erklärung angeben, wobei diese Wahl auf alle hinterlassenen Werte Anwendung findet.

Von den Erben, Vermächtnisnehmern oder Schenkungsempfängern kann verlangt werden, diesen Kurswert durch eine zweite unabhängige Quelle zu rechtfertigen."

Art. 37 - Artikel 36 ist anwendbar auf die Erbschaften, deren Eröffnung ab dem ersten Tag des Monats nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* erfolgt.

Titel VI — Bestimmungen in Bezug auf die Änderung des Dekrets vom 19. November 1998
zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region

Art. 38 - Artikel 2, 1° des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch Folgendes ersetzt:

"1° "Automat":

- a) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatischen Geldscheinautomaten;
- b) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter die automatische Geldausgabe, möglich sind;
- c) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter automatische Zahlungen und die automatische Ausgabe von Kontoauszügen, möglich sind;
- d) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann;
- e) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss;
- f) die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren oder Zigaretten."

Art. 39 - Artikel 4, § 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

- 1) für die Automaten nach Artikel 1 a), b) und c): 3.578,93 Euro pro Automat;
- 2) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 760,33 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.086,19 Euro pro Zähler;
- 3) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 894,73 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.278,19 Euro pro Zähler;
- 4) für die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren oder Zigaretten: 511,28 Euro pro Abgabeautomat.

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich ab dem Besteuerungszeitraum 2013 je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2013 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den laufenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden."

Art. 40 - Die Artikel 38 bis 39 des vorliegenden Dekrets werden ab dem 1. Januar 2013 wirksam. Sie sind ab dem Besteuerungszeitraum 2012 anwendbar.

Titel VII — Bestimmungen in Bezug auf die Änderung im Gesetzbuch
über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern betreffend den Ökotalus

Art. 41 - In Artikel 97, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökotalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

"- die zweite, "Ökotalus" genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs."

Art. 42 - In Artikel 97bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökotalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Die zweite, "Ökotalus" genannte Komponente der für die in Artikel 94, 1° erwähnten Personenkraftwagen und Kombiwagen, die von einer natürlichen Person in Gebrauch genommen werden, deren Wohnsitz sich in der Wallonischen Region befindet, geschuldeten Steuer wird gemäß Artikel 97quater und 97quinquies berechnet."

Art. 43 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 2, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

”§ 2. Berechnung des Ökomalus

Art. 97quater - § 1. Wenn ein Kraftfahrzeug auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommen wird, ob es bei seiner Ingebrauchnahme ein anderes Fahrzeug ersetzt oder nicht, wird der Ökomalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

§ 2. Die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
von 0 bis 98	1
von 99 bis 104	2
von 105 bis 115	3
von 116 bis 125	4
von 126 bis 135	5
von 136 bis 145	6
von 146 bis 155	7
von 156 bis 165	8
von 166 bis 175	9
von 176 bis 185	10
von 186 bis 195	11
von 196 bis 205	12
von 206 bis 215	13
von 216 bis 225	14
von 226 bis 235	15
von 236 bis 245	16
von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieses vorgenannten Vorteils, der entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betreffenden Person erteilt werden könnte.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, ebenfalls um 1 herabgesetzt.

§ 3. Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und ”Ökomalus” genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97quinquies berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß § 2 berechnete Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt.

Art. 97quinquies - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97quater, § 2, Absätze 3 und 4 herabgesetzt.	Betrag des Ökomalus
7	100,00 €
8	175,00 €
9	250,00 €
10	375,00 €
11	500,00 €
12	600,00 €
13	700,00 €

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97 ^{quater} , § 2, Absätze 3 und 4 herabgesetzt.	Betrag des Ökomalus
14	1.000,00 €;
15	1.200,00 €;
16	1.500,00€
17	2.000,00 €;
18	2.500,00 €;

In Abweichung von dieser Tabelle entspricht der Betrag des Ökomalus 0 € für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7^o des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.

Die Wallonische Regierung kann die in dem vorliegenden Artikel angeführten Beträge und Kategorien ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.“

Art. 44 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, werden § 3, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und die Artikel 97^{sexies} und 97^{septies} beinhaltend, sowie § 3^{bis}, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und die Artikel 97^{octies} und 97^{nonies} beinhaltend, aufgehoben.

Art. 45 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 4, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 zum neuen § 3, und wird Artikel 97^{dexies} zum neuen Artikel 97^{sexies}.

Art. 46 - Die Artikel 41 bis 45 treten am 1. Januar 2014 in Kraft.

Titel VIII — Inkrafttreten

Art. 47 - Außer für die Bestimmungen, deren Inkrafttreten durch die Artikel 8, 22, 26, 28, 30, 35, 37, 40 und 46 festgelegt wird, tritt das vorliegende Dekret tritt am zehnten Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. September 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 835 (2012-2013). Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205512]

19 SEPTEMBER 2013. — Decreet houdende verscheidene fiscale bepalingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I — Bepalingen betreffende de wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk II. — Reorganisatie

Artikel 1. De bepalingen van Hoofdstuk II met als opschrift "Aangifte van belasting, onderzoeken en controles, en bewijsmiddelen" worden in drie afdelingen opgedeeld, gestructureerd als volgt :

"Afdeling 1. — Aangifte van belasting

Art. 6. De belastingplichtigen die een aangifte van belasting moeten indienen, dienen gebruik te maken van het formulier dat door de Regering is vastgesteld.

Bedoelde formulieren worden afgeleverd door de dienst die door de Regering is aangewezen.

De belastingplichtige die het formulier niet heeft ontvangen moet het opeisen bij de dienst die de Regering heeft aangewezen om het aangifteformulier af te leveren.

Art. 7. Om het formulier in te vullen, dienen de daarop vermelde aanwijzingen te worden gevolgd. Belastingformulieren moeten voor echt verklaard, van een datum voorzien en ondertekend worden.

Stukken en inlichtingen die krachtens het formulier verplicht moeten worden voorgelegd, maken onlosmakelijk deel uit van de aangifte en dienen ofwel in originele versie of in afschrift bij de aangifte te worden gevoegd. Afschriften van stukken moeten voor eensluidend worden verklaard. De andere bijlagen moeten voor echt verklaard, van een datum voorzien en ondertekend worden, behalve indien ze van derden uitgaan.

De aangifte van belasting moet binnen de op het belastingformulier vermelde termijn aan de betrokken dienst worden opgestuurd of overhandigd.

Art. 8. Is de belastingplichtige overleden of is hij handelingsonbekwaam, hebben, in het eerste geval, de erfgenamen of de algemene legatarissen dan wel begiftigden en, in het tweede geval, de wettelijke vertegenwoordiger de plicht om aangifte van belasting te doen.

Voor ontbonden vennootschappen komt die plicht aan de vereffenaars toe.

Art. 9. Gemachtigden mogen eveneens het ondertekenen van aangiften op zich nemen, maar moeten in dat geval het bewijs van de machtiging leveren dat hen in staat stelt te handelen.

Belastingplichtigen die niet kunnen lezen of ondertekenen, mogen hun aangiften laten invullen door de ambtenaren van de dienst waar de aangifte moet worden ingediend, op voorwaarde dat de vereiste aanwijzingen worden gegeven. Die omstandigheid wordt dan op de aangifte vermeld, welke ondertekend wordt door de ambtenaar die de aangifte heeft gekregen.

Bij de zonder vereffening ontbonden vennootschappen in het kader van een fusie, een aan een fusie gelijkgestelde verrichting of een splitsing als bedoeld in de artikelen 671 tot en met 677 van het Wetboek van vennootschappen, of een gelijkaardige vennootschapsrechtelijke verrichting onder buitenlands recht, rust de verplichting tot aangifte naargelang het geval op de overnemende vennootschap of op de verkrijgende vennootschappen. Bij de andere ontbonden vennootschappen rust deze verplichting op de vereffenaars.

Art. 9bis. Onverminderd andere specifieke bepalingen ter voorziening van bepaalde fiscale verplichtingen kan de Waalse Regering eenieder die onderhevig is aan een belasting of taks bedoeld in dit decreet, alsmede de verenigingen, instellingen en groeperingen zonder rechtspersoonlijkheid, de verplichting opleggen boeken te houden of documenten en formulieren te bezigen waarvan zij het model en het gebruik bepaalt en die zij, wat haar of een derde betreft, nodig acht voor de controle en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet.

Art. 10. Binnen de termijn van één maand na de datum van uitwerking van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3, waarbij die termijn om wettige redenen verlengd kan worden, dienen de belastingplichtigen zonder zich te verplaatsen alle inlichtingen, boeken en stukken schriftelijk over te maken die door de dienst die de Regering heeft aangewezen, nodig worden geacht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen, wanneer zij daartoe worden aangezocht door de dienst aangewezen door de Regering en onverminderd het recht van deze dienst om inlichtingen ter plaatse te vragen overeenkomstig artikel 11bis.

Die inlichtingen kunnen betrekking hebben op de verrichtingen waaraan de belastingplichtige deelachtig was en mogen worden aangewend om de belasting te heffen op derden die eveneens aan die verrichtingen deel hadden.

Afdeling 2. — Onderzoeken en controles

Art. 11. § 1. De dienst die de Regering heeft aangewezen mag voor een welbepaalde belastingplichtige zich schriftelijke attesten laten uitreiken, derden verhoren en van natuurlijke en rechtspersonen, en van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, diensten, openbare instellingen en inrichtingen uitgesloten, eisen dat alle inlichtingen die het bestuur nodig acht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen, binnen de door het bestuur opgelegde termijn worden verstrekt, waarbij bedoelde termijn om wettige redenen kan worden verlengd.

§ 2. De administratieve diensten van het Waalse Gewest, de besturen van de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten en de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, zomede de openbare instellingen en inrichtingen die actief zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest, zijn gehouden, wanneer zij daartoe worden aangezocht door een ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, hem alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hem, zonder verplaatsing, in alle in hun bezit zijnde akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzage te verlenen, en hem alle inlichtingen, afschriften of uittreksels te laten nemen, welke de bedoelde ambtenaar voor de vestiging of de inningsvordering van de belastingen of taksen bedoeld in dit decreet nodig acht.

Onder openbare instellingen worden verstaan, in de zin van het vorig lid, de instellingen, maatschappijen, verenigingen, inrichtingen en diensten welke het Waalse Gewest mede beheert, waaraan het Waalse Gewest een waarborg verstrekt, op de werkzaamheden waarvan het Waalse Gewest toezicht uitoefent of waarvan het bestuurspersoneel wordt aangewezen door de Waalse Regering, op haar voordracht of met haar goedkeuring.

De Waalse Regering kan voorzien dat elke aanvraag tot overmaking van inlichtingen, akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzake fiscaliteit, ingediend bij het Waalse Gewest door andere Belgische of buitenlandse overheden, alsook alle aanvragen om inlichtingen, akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzake fiscaliteit, ingediend door het Waalse Gewest bij andere Belgische of buitenlandse overheden, alsook het ontvangen en verzenden van deze informatie, verplicht moeten gericht worden aan of gestuurd worden door een bepaalde dienst van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst die zij aanwijst.

§ 3. Ten opzichte van de in de § 2 bedoelde diensten, administraties, vennootschappen, verenigingen, instellingen of inrichtingen, die zouden nalaten aan de verplichtingen ingevolge die artikelen te voldoen, kan de Regering, al naar het geval, vorderen dat de Inspecteur van Financiën of een afgevaardigde van de Regering optreedt, een commissaris aanwijzen om de nodig geachte inlichtingen in te winnen of de erkenning met het oog op de door het Waalse Gewest verleende voordelen in te trekken.

Art. 11bis. § 1. Om controle uit te oefenen op de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, mogen de ambtenaren van de door de Regering aangewezen dienst elk ogenblik zonder voorafgaande verwittiging vrij binnendringen in alle gebouwen, werkplaatsen, inrichtingen, lokalen of andere plaatsen waar activiteiten waarop deze belastingen en taksen betrekking hebben, worden uitgeoefend of waarvan vermoed wordt dat ze daar uitgeoefend worden.

Deze ambtenaren mogen o.a.:

1. alle boeken, registers, facturen en andere bescheiden die zich daar bevinden, controleren; door middel van de gebruikte uitrusting en met de bijstand van de vereiste persoon, de betrouwbaarheid nagaan van de geïnformatiseerde inlichtingen, gegevens en bewerkingen, door inzonderheid de voorlegging ter inzage te vorderen van stukken die in het bijzonder zijn opgesteld om de op informatiedragers geplaatste gegevens om te zetten in een leesbare en verstaanbare vorm;

2. de aard en de belangrijkheid van de aldaar uitgeoefende activiteit en het daarvoor bestemde personeel vaststellen, alsook de voorraden en goederen die zich daar bevinden, met inbegrip van de installaties en het rollend materieel; voor de controle op de inning van de belasting op de spelen en weddenschappen, de kasvoorraad van de belastingplichtige controleren;

3. tot bewoonde gebouwen of lokalen hebben zij evenwel alleen toegang tussen 5 uur 's ochtends en 9 uur 's avonds en met machtiging van de rechter in de politierechtbank, behalve instemming van de bewoner van de plaats en behalve wat betreft de controle op de inning van de belasting op spelen en weddenschappen en de belasting op de automatische ontpanningstoestellen.

§ 2. Op gewoon verzoek van de ambtenaren bedoeld in het eerste lid en onverminderd de bevoegdheden die bij § 1 aan deze ambtenaren worden toegekend, moet elke persoon alle gegevens, boeken, registers, facturen en andere bescheiden overleggen die nuttig zijn voor het opmaken en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet. Deze ambtenaren hebben machtiging om daar afschriften van te nemen.

Als deze boeken, registers, facturen en andere bescheiden elektronisch worden bijgehouden, opgemaakt, verstrekt, ontvangen of bewaard, mogen deze ambtenaren:

- zich alle op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm doen overleggen;
- de in het eerste lid bedoelde persoon erom verzoeken om op zijn uitrusting en in bijzijn van de ambtenaren, kopies te maken in de door die ambtenaren gewenste vorm van het geheel of een deel van voormelde gegevens, alsook de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht voor de verificatie van de juiste inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet;
- de persoon bedoeld in het eerste lid erom verzoeken om hen de dossiers met betrekking tot de analyses, de programma's en het beheer van het gebruikte systeem mee te delen.

§ 3. De ambtenaren bedoeld in § 1 hebben het recht om, tegen ontvangstbewijs, de boeken, registers, facturen en andere bescheiden bedoeld in § 2, eerste lid, alsook de afschriften opgemaakt overeenkomstig § 2, tweede lid, in te houden telkens als zij achten dat deze boeken, registers, facturen en andere bescheiden de verplichte betaling van een belasting of boete te zijner laste of ten laste van derden vastlegt of bijdraagt tot het vastleggen.

Dit recht wordt niet uitgebreid tot de boeken die niet zijn afgesloten. Als deze boeken elektronisch worden bewaard, kunnen deze ambtenaren vorderen om in het bezit van de afschriften van deze boeken te worden gesteld in door die ambtenaren gewenste vorm.

Art. 11. De persoon die een in dit decreet bedoelde belasting of taks verschuldigd is, bewaart gedurende vijf jaar, met ingang van 1 januari van het aanslagjaar, een afschrift van de desbetreffende aangiften overgemaakt aan de dienst die de Regering heeft aangewezen om ze in ontvangst te nemen, alsook de boeken, registers, facturen en andere bescheiden waarvan de wetgeving van toepassing op de betrokken taks of belasting het houden, het opmaken of het uitreiken voorschrijven, en ook de andere beheersdocumenten die nodig zijn voor de verificatie van de vaststelling en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, met name de gegevens met betrekking tot de analyses, de programma's en het beheer van computersystemen gebruikt in het beheer van deze belastingen en taksen, en de informatiedragers en alle gegevens die zij bevatten.

Behoudens wanneer zij door het gerecht in beslag genomen worden, of behoudens afwijking toegestaan door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, moeten de aangiften, boeken, registers, facturen en andere bescheiden bedoeld in het eerste lid, ter beschikking van deze dienst worden bewaard in het kantoor, agentschap, bijhuis of elk ander beroeps- of privélokaal van de belastingplichtige waar deze boeken en bescheiden werden gehouden, opgesteld of toegezonden.

Afdeling 3. — Bewijsmiddelen van het bestuur

Art. 12. §1. Om te bepalen of een persoon aan de belasting dient te worden onderworpen en om belastinggrondslag en bedrag vast te stellen, mag de door de Regering aangewezen dienst alle bewijsmiddelen aanwenden die door het gemene recht worden toegelaten, behalve de eed.

§ 2. De aangiften, inlichtingen, boeken en stukken, attesten en beheersdocumenten bedoeld in de artikelen 6 tot 11ter alsmede de gegevens die erin worden vermeld, die door de door de Regering aangewezen dienst opgenomen, bewaard of gekopieerd worden volgens een fotografisch, optisch of elektronisch proces of door elke andere informatica- of telematicatechniek alsmede hun uitbeelding op een zichtbare drager, hebben bewijskracht voor de toepassing van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet.

Art. 12bis. De ambtenaren van het Waalse Gewest en de gemeentelijke en provinciale ambtenaren en personeelsleden zijn bevoegd voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest om overtredingen op te sporen en om, zelfs alleen, processen-verbaal inzake de taksen en belastingen bedoeld in dit decreet op te stellen.

Deze processen-verbaal hebben bewijskracht, zolang het tegendeel niet bewezen is, voor de feiten die erin worden vastgesteld.

Ze worden overgemaakt aan de ambtenaar aangewezen door de Regering.

Art. 12ter. § 1. Elke inlichting, elk stuk, proces-verbaal of elke akte, in het uitoefenen van zijn functie ontdekt of bekomen door een ambtenaar van het Waalse Gewest, hetzij rechtstreeks, hetzij door toedoen van één der in artikel 11, § 2 en § 3 aangeduide diensten, kan door het Waalse Gewest worden ingeroepen voor het opsporen van elke krachtens de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet verschuldigde som.

§ 2. Elke ambtenaar van het Waalse Gewest, regelmatig belast met een controle of een onderzoek in verband met de toepassing van een belasting of taks bedoeld in dit decreet bij een natuurlijke of rechtspersoon, is van rechtswege gemachtigd alle inlichtingen te nemen, op te zoeken of in te zamelen welke de juiste heffing kan verzekeren van alle belastingen of taksen gevestigd ten gunste van het Waalse Gewest en waarvoor het Waalse Gewest de dienst verzorgt.

Art. 12quater. In afwijking van de artikelen 10 tot 11bis is de dienst aangewezen door de Regering niet gemachtigd om in de rekeningen, boeken en documenten van de bank-, wissel-, krediet- en spaarinstellingen inlichtingen in te zamelen met het oog op het belasten van hun cliënten.

De artikelen 10 tot 11bis zijn ook niet van toepassing op het Nationaal Instituut voor de Statistiek, op de openbare financiële en kredietinstellingen en -inrichtingen, wat betreft de individuele gegevens die over derden worden ingezameld.

Indien evenwel, het onderzoek van de dienst aangewezen door de Regering, uitgevoerd op basis van de artikelen 10 tot 11bis bij andere personen of instellingen dan die bedoeld in lid 1 en 2, concrete elementen aan het licht brengt die het bestaan of de voorbereiding van een mechanisme van belastingontduiking kunnen doen vermoeden, kan de daartoe door de Minister bevoegd voor Financiën aangewezen ambtenaar uit de rekeningen, boeken en documenten van de instelling inlichtingen putten die het mogelijk maken het onderzoek te voltooien en de door deze cliënt verschuldigde belastingen en taksen te bepalen.”

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Wijziging inzake subsidiaire belastingen

Art. 2. Artikel 20quater van 6 mei 1999 als bovenstaand wordt vervangen als volgt:

”Wanneer tegen een beslissing van de ambtenaar bedoeld in de artikelen 25 tot 27 beroep is aangetekend, en de rechter de aanslag geheel of ten dele nietig verklaart rekening houdend met de schending van een wettelijke regel ander dan een regel betreffende het vervallen van de belastingstermijnen bedoeld in de artikelen 20 en 20bis, blijft de zaak ingeschreven in het kohier gedurende zes maanden te rekenen van de gerechtelijke beslissing. Tijdens die termijn van zes maanden waarin de termijnen voor verzet, hoger beroep of verbreking geschorst worden, kan de ambtenaar aangewezen door de Regering, via conclusies een subsidiaire belasting op naam van dezelfde belastingplichtige en op grond van alle of een deel van dezelfde belastingelementen als de oorspronkelijke belasting, ter beoordeling voorleggen aan de rechter en dit, zelfs wanneer de gestelde termijnen voor het vestigen van de belastingaanslag overeenkomstig de artikelen 20 en 20bis reeds verlopen zijn.

Als de ambtenaar aangewezen door de Regering de rechter een subsidiaire belasting voorlegt binnen bovenvermelde termijn van zes maanden, gaan de termijnen voor verzet, hoger beroep en verbreking in afwijking van het eerste lid pas in vanaf de betekening van de gerechtelijke beslissing over de subsidiaire belasting.

Wanneer de vestiging van de belasting waarvan de nietigheid door de rechter wordt uitgesproken aanleiding heeft gegeven tot de teruggave van een belastingkrediet aan de betrokken belastingplichtige, wordt bij de vestiging van de subsidiaire belasting onderworpen aan het oordeel van de rechter rekening gehouden met deze teruggave.

De subsidiaire belasting is slechts invorderbaar of terugbetaalbaar ter uitvoering van de beslissing van de rechter.

Deze subsidiaire belasting wordt aan het gerecht onderworpen door een aan de belastingplichtige betekend verzoekschrift; het verzoekschrift wordt betekend met dagvaarding om te verschijnen, wanneer het een overeenkomstig artikel 20quinquies gelijkgestelde belastingplichtige betreft.”

Art. 3. Artikel 2 is van toepassing op de lopende procedures. Er wordt evenwel voor wat betreft de aanslagen die geheel of gedeeltelijk nietig zijn verklaard om een andere reden dan een regel in verband met het vervallen van de aanslagtermijnen bedoeld in de artikelen 20 en 20bis van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999, voor de inwerkingtreding van dit decreet en waarvoor het bestuur een subsidiaire belasting wil voorstellen, met inachtneming van de bepalingen die van kracht waren voor de inwerkingtreding van dit decreet gehandeld. Deze subsidiaire belasting wordt evenwel enkel rechtsgeldig gevestigd op voorwaarde dat ze binnen de zes maanden van de definitieve beslissing tot nietigverklaring van de oorspronkelijke belasting ter beoordeling wordt voorgelegd van het rechtscollege waarbij de zaak aanhangig is gemaakt.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk VII. — Invordering. — Nieuwe bepalingen

Art. 4. In hoofdstuk VII wordt een afdeling 4 met als opschrift "Bepalingen betreffende de oninbaarheid van bepaalde schuldvorderingen" ingevoegd; deze afdeling omvat de volgende bepalingen, die als volgt luiden :

"Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de oninbaarheid van bepaalde schuldvorderingen"

Art. 57bis. De ontvanger brengt een onbetaalde schuldvordering in onbepaald uitstel wanneer hij op grond van de bewijsstukken die hij bezit, acht dat ze niet geïnd zou kunnen worden binnen de vijf jaar van haar eisbaarheid.

Alvorens decharge te verkrijgen voor de niet-geïnde schuldvorderingen, moet de ontvanger doen vaststellen dat hij te bekwamer tijd alle nodige maatregelen getroffen en de nodige vervolgingen ingesteld heeft.

Art. 57ter. Onverminderd de toepassing van artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, en onverminderd het boeken in onbepaald uitstel en onder voorbehoud van een terugkeer tot beter fortuin van de schuldenaar zijn de volgende schuldvorderingen in de zin van dit decreet oninbaar :

a) de schuldvorderingen tegen schuldenaren wier insolventie sinds minstens vijf jaar duurt;

b) de schuldvorderingen die zich voorgedaan hebben bij de falings of in vereffening stelling van een rechtspersoon na voorlegging van het oninbaarheidsbewijs verstrekt door de curator of de vereffenaar.

Art. 57quater. De oneisbaarheid geldt als decharge voor de ontvanger. Laatstgenoemde annuleert de oninbare rechten in zijn comptabiliteit. Elke betaling die later in één van de in artikel 57ter bedoelde gevallen verkregen wordt, wordt evenwel als ontvangst geboekt.

Art. 57quinquies. Op grond van een verslag van de ontvanger kan de Regering hem decharge voor een niet-geïnde schuldvordering verlenen in de volgende gevallen :

a) wanneer de schuldvorderingen verjaard of niet voldoende vastgesteld zijn;

b) onmiddellijk vanaf de betaling voor het bedrag van het verschil wanneer het in euro geïnde bedrag ten gevolge van een wijziging van de omrekeningskoers de schuld ten laste van een schuldenaar die in het buitenland woont, niet volledig heeft kunnen aanzuiveren.

c) zodra het feit is vastgesteld, wanneer de schuldvordering ten laste van een buitenlandse Staat of van een persoon die in het buitenland verblijft, niet via de bestaande wettelijke middelen geïnd kunnen worden;

d) wanneer de schuldenaar geen gekende woonst meer heeft en onvindbaar blijft na afloop van een periode van vijf opeenvolgende jaren ingaand op de datum van ingebrekestelling bij aangetekend schrijven;

e) wanneer de vorderingskosten ten laste van het Waalse Gewest van één of het geheel van de schuldvorderingen ten laste van een schuldenaar groter zijn dan het verschuldigde bedrag;

f) wanneer de schuldenaar overleden is zonder gekende erfgenamen na te laten of wier erfgenamen de opvolging afgewezen hebben;

g) op grond van de bewijsstukken in het bezit van de ontvanger die aantonen dat de schuldvorderingen niet geïnd zouden kunnen worden binnen de vijf jaar van hun eisbaarheid.

Art. 57sexies. Nadat de Regering hem decharge heeft verleend, annuleert de ontvanger de overeenstemmende rechten in zijn comptabiliteit.

Elke betaling die later in één van deze rechten verricht is, wordt evenwel als ontvangst geboekt."

Afdeling 4 — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IXbis. — Omzetting van Richtlijn 2011/16/EG van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG

Art. 5. In het decreet van 6 mei 1999 wordt een nieuw hoofdstuk IXbis met als opschrift "Wederzijdse bijstand" ingevoegd. Dat hoofdstuk omvat de artikelen 64bis tot 64novies.

Art. 6. De artikelen 64bis tot 64novies van hetzelfde decreet zetten Richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen om en heffen Richtlijn 77/799/EEG op.

Art. 7. De artikelen 64bis tot 64novies van hetzelfde decreet luiden als volgt :

"Afdeling I — Algemene bepalingen en begripsomschrijvingen

Art. 64bis. De artikelen 64bis tot 64novies leggen de voorschriften en procedures vast voor de onderlinge samenwerking van het Waalse Gewest en de lidstaten van de Europese Unie met het oog op de uitwisseling van inlichtingen die naar verwachting van belang zijn voor de administratie en de handhaving van de interne wetgeving van het Waalse Gewest en van alle lidstaten met betrekking tot de taksen en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening met inbegrip van de plaatselijke overheden.

Dezelfde artikelen leggen tevens de bepalingen vast voor de elektronische uitwisseling van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen.

Ze laten de toepassing van de regels inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken onverlet. Zij laten eveneens onverlet de verplichtingen van het Waalse Gewest en van de lidstaten inzake ruimere administratieve samenwerking, welke voortvloeien uit andere rechtsinstrumenten, waaronder bilaterale en multilaterale overeenkomsten.

In de zin van de artikelen 64bis tot 64novies wordt verstaan onder :

1° "Richtlijn": Richtlijn 2011/16/EG van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG.

2° "lidstaat": een lidstaat van de Europese Unie alsmede zijn territoriale of staatkundige onderdelen met inbegrip van zijn plaatselijke overheden;

3° "centraal verbindingsbureau": het bureau dat bepaald is in het samenwerkingsakkoord te sluiten overeenkomstig artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en dat belast is met de primaire zorg voor de contacten met de lidstaten op het gebied van de administratieve samenwerking.

4° "Waalse verbindingdienst": elk ander bureau dan het centrale verbindingsbureau dat door de Waalse Regering is aangewezen om op grond van dit artikel rechtstreeks inlichtingen uit te wisselen;

5° "Waalse bevoegde ambtenaar": elke ambtenaar die door de Waalse Regering op grond van dit artikel gemachtigd is rechtstreeks inlichtingen uit te wisselen;

6° "Belgische bevoegde autoriteit" de autoriteit die als dusdanig door België is aangewezen. Het overeenkomstig punt 3° aangewezen centraal verbindingsbureau, de Waalse verbindingdiensten en de Waalse bevoegde ambtenaren worden ook als de Belgische bevoegde autoriteit bij volmacht beschouwd;

7° "buitenlandse bevoegde autoriteit": de autoriteit die als dusdanig door een andere lidstaat dan België is aangewezen. Het centraal verbindingsbureau, de verbindingdiensten en de bevoegde ambtenaren van deze lidstaat worden ook als de buitenlandse bevoegde autoriteit bij volmacht beschouwd;

8° "verzoekende autoriteit": het centrale verbindingsbureau, een verbindingdienst, of elke bevoegde ambtenaar van een lidstaat die namens de Belgische bevoegde autoriteit of een andere buitenlandse bevoegde autoriteit om bijstand verzoekt;

9° "aangezochte autoriteit": het centrale verbindingsbureau, een verbindingdienst of elke bevoegde ambtenaar van een lidstaat die namens de Belgische bevoegde autoriteit of een andere buitenlandse bevoegde autoriteit om bijstand wordt verzocht;

10° "administratief onderzoek": alle door de lidstaten bij het vervullen van hun taken verrichte controles, onderzoeken en acties ter waarborging van de juiste toepassing van de belastingwetgeving;

11° "automatische uitwisseling" de systematische verstrekking van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat, zonder voorafgaand verzoek, met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen.

In de context van artikel 64*quinquies* betekenen "beschikbare inlichtingen" inlichtingen die zich in de belastingdossiers van de inlichtingen verstreckende lidstaat bevinden en die opvraagbaar zijn overeenkomstig de procedures voor het verzamelen en verwerken van inlichtingen in die lidstaat;

12° "spontane uitwisseling": het niet-systematisch, te eniger tijd en ongevraagd verstrekken van inlichtingen aan een andere lidstaat;

13° "persoon":

a) een natuurlijke persoon;

b) een rechtspersoon;

c) indien de geldende wetgeving in die mogelijkheid voorziet, een vereniging van personen die bevoegd is rechtshandelingen te verrichten, maar niet de status van rechtspersoon bezit;

d) een andere juridische constructie, ongeacht de aard of de vorm, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die activa, met inbegrip van de daardoor gegenereerde inkomsten, bezit of beheert welke aan belastingen in de zin van deze richtlijn zijn onderworpen;

14° "langs elektronische weg": door middel van elektronische apparatuur voor gegevensverwerking ù met inbegrip van digitale compressie ù en gegevensopslag, met gebruikmaking van kabels, radio, optische technologie of andere elektromagnetische middelen;

15° "CCN-netwerk": het op het gemeenschappelijke communicatienetwerk gebaseerde gemeenschappelijke platform dat de Europese Unie heeft ontwikkeld voor het elektronische berichtenverkeer tussen autoriteiten die bevoegd zijn op het gebied van douane en belastingen.

De Belgische bevoegde autoriteit wisselt de inlichtingen met de buitenlandse bevoegde autoriteiten uit.

Afdeling 2. — Uitwisselingen van inlichtingen op verzoek

Art. 64*ter*. De Belgische bevoegde autoriteit kan in een bijzonder geval een buitenlandse bevoegde autoriteit erom verzoeken haar alle inlichtingen bedoeld in artikel 64*bis*, eerste lid, die deze in haar bezit heeft of naar aanleiding van een administratief onderzoek heeft verkregen mee te delen. Het verzoek kan een met redenen omkleed verzoek om een bepaald administratief onderzoek omvatten.

De Belgische bevoegde autoriteit kan de verzoekende autoriteit erom verzoeken haar de originele stukken mee te delen.

De Belgische bevoegde autoriteit deelt een buitenlandse bevoegde autoriteit die daarom in een bijzonder geval verzoekt, alle in het eerste lid bedoelde inlichtingen mee die ze in haar bezit heeft of heeft verkregen naar aanleiding van een administratief onderzoek dat noodzakelijk is om deze inlichtingen te kunnen verkrijgen.

In voorkomend geval deelt de Belgische bevoegde autoriteit de verzoekende autoriteit mee op welke gronden zij een administratief onderzoek niet noodzakelijk acht.

Voor het verkrijgen van de gevraagde inlichtingen of het verrichten van het gevraagde administratieve onderzoek gaat de Belgische bevoegde autoriteit te werk volgens dezelfde procedures als handelde zij uit eigen beweging of op verzoek van een andere Belgische autoriteit.

Op specifiek verzoek van de verzoekende autoriteit deelt de Belgische bevoegde autoriteit originele stukken mee, tenzij de Belgische voorschriften zich hiertegen verzetten.

Afdeling 3. — Termijnen

Art. 64*quater*. De bedoelde inlichtingen worden door de Belgische bevoegde autoriteit zo spoedig mogelijk, doch uiterlijk zes maanden na de datum van ontvangst van het verzoek verstrekt.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit evenwel de betrokken inlichtingen al in haar bezit heeft, verstrekt zij deze binnen twee maanden na deze datum.

In bijzondere gevallen kunnen de Belgische bevoegde autoriteit en de verzoekende autoriteit andere vastgestelde termijnen overeenkomen.

De ontvangst van het verzoek wordt door de Belgische bevoegde autoriteit aan de verzoekende autoriteit onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk zeven werkdagen na ontvangst, indien mogelijk langs elektronische weg bevestigd.

De Belgische bevoegde autoriteit laat in voorkomend geval, uiterlijk een maand na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit weten welke tekortkomingen het verzoek vertoont en welke aanvullende achtergrondinformatie zij verlangt. De in lid 1 gestelde termijnen gaan in dit geval in op de datum waarop de Belgische bevoegde autoriteit de nodige aanvullende informatie ontvangt.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit niet binnen de gestelde termijn aan het verzoek kan voldoen, deelt zij de redenen hiervoor onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk drie maanden na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit mee, met vermelding van de datum waarop zij denkt aan het verzoek te kunnen voldoen.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit niet over de gevraagde inlichtingen beschikt en niet aan het verzoek om inlichtingen kan voldoen of het verzoek om de in artikel 64*octies*, § 3, genoemde redenen afwijst, deelt zij de redenen hiervoor onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk een maand na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit mee.

Afdeling 4. — Verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen

Art. 64*quinquies*. De bevoegde Belgische autoriteit verstrekt de buitenlandse bevoegde autoriteiten met betrekking tot belastingtijdvakken vanaf 1 januari 2014 automatisch de inlichtingen waarover zij ten aanzien van ingezetenen van die andere lidstaat beschikt inzake de volgende specifieke inkomsten- en vermogenscategorieën, op te vatten in de zin van de Belgische wetgeving :

- 1° bezoldigingen van de werknemers;
- 2° bezoldigingen van de bedrijfsleiders;
- 3° levensverzekeringsproducten die niet vallen onder andere uniale rechtsinstrumenten inzake de uitwisseling van inlichtingen noch onder soortgelijke voorschriften;
- 4° pensioenen;
- 5° eigendom van en inkomsten uit onroerend goed.

De inlichtingen worden ten minste eenmaal per jaar verstrekt en uiterlijk binnen zes maanden na het verstrijken van het belastingjaar in de loop waarvan de inlichtingen beschikbaar zijn gekomen.

“Beschikbare inlichtingen” betekenen inlichtingen die zich in de belastingdossiers van de inlichtingen verstrekende lidstaat bevinden en die opvraagbaar zijn overeenkomstig de procedures voor het verzamelen en verwerken van inlichtingen in die lidstaat.

Afdeling 5. — Spontale uitwisseling van inlichtingen

Art. 64*sexies*. De Belgische bevoegde autoriteit verstrekt, in elk van de volgende gevallen, de in artikel 64*bis*, lid 1, bedoelde inlichtingen aan de buitenlandse bevoegde autoriteit :

- 1° de Belgische bevoegde autoriteit heeft redenen om aan te nemen dat in de betrokken lidstaat een derving van belasting bestaat;
- 2° een belastingplichtige verkrijgt in het Waalse Gewest een vrijstelling of vermindering van belasting die voor hem een belastingplicht of een hogere belasting in de betrokken lidstaat zou moeten meebrengen;
- 3° transacties tussen een belastingplichtige in het Waalse Gewest en een belastingplichtige in een lidstaat worden over een of meer andere landen geleid, op zodanige wijze dat daardoor in een van beide of in het Waalse Gewest of in de lidstaat of in beide staten een belastingbesparing kan ontstaan;
- 4° de Belgische bevoegde autoriteit heeft redenen om aan te nemen dat er belastingbesparing ontstaat door een kunstmatige verschuiving van winsten binnen een groep van ondernemingen;
- 5° de Belgische bevoegde autoriteit heeft naar aanleiding van inlichtingen medegedeeld door een buitenlandse bevoegde autoriteit inlichtingen verzameld die gepast, relevant en niet-overdreven zijn voor de bepaling van een taks of de belasting in die betrokken lidstaat.

De Belgische bevoegde autoriteit kan de inlichtingen waarvan ze kennis heeft, die gepast, relevant en niet-overdreven zijn, spontaan mededelen aan een buitenlandse bevoegde autoriteit.

De in het eerste lid bedoelde inlichtingen worden door de Belgische bevoegde autoriteit zo snel mogelijk, en uiterlijk binnen een maand nadat zij deze beschikbaar krijgt, aan de buitenlandse bevoegde autoriteit van elke andere betrokken lidstaat verstrekt.

De ontvangst van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen wordt door de Belgische bevoegde autoriteit onmiddellijk en in elk geval binnen zeven werkdagen na ontvangst, indien mogelijk langs elektronische weg, aan de buitenlandse bevoegde autoriteit bevestigd.

Afdeling 6. — Andere vormen van administratieve samenwerking

Art. 64*septies* § 1. De Belgische bevoegde autoriteit kan overeenkomen met een buitenlandse bevoegde autoriteit dat, ter uitwisseling van de in artikel 64*bis*, eerste lid, bedoelde inlichtingen de door de buitenlandse autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de Belgische bevoegde autoriteit vastgestelde voorwaarden :

- 1° aanwezig kunnen zijn in de kantoren waar de administratieve autoriteiten van de lidstaat van de aangezochte autoriteit hun taken vervullen;
- 2° aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het grondgebied van de aangezochte lidstaat.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit kan overeenkomen met een buitenlandse bevoegde autoriteit dat, ter uitwisseling van de in artikel 64*bis*, eerste lid, bedoelde inlichtingen de door de buitenlandse autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de Belgische bevoegde autoriteit vastgestelde voorwaarden :

1. aanwezig zijn in het Waalse Gewest in de kantoren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst die die taken vervullen;
2. aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het Waalse grondgebied.

Indien de verlangde inlichtingen vermeld staan in bescheiden waartoe de ambtenaren van de Belgische bevoegde autoriteit toegang hebben, ontvangen de ambtenaren van de verzoekende autoriteit een afschrift van die bescheiden.

Op grond van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde overeenkomst mogen de bij een administratief onderzoek aanwezige ambtenaren van de verzoekende autoriteit noch personen ondervragen, noch bescheiden in het Waalse Gewest onderzoeken.

De door de verzoekende lidstaat gemachtigde ambtenaren die overeenkomstig lid 1 van deze paragraaf in het Waalse Gewest aanwezig zijn, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen overleggen waaruit hun identiteit en hun officiële hoedanigheid blijken.

§ 3. In de gevallen waarin het Waalse Gewest en één of meer lidstaten overeenkomen om gelijktijdig, elk op het eigen grondgebied, bij een of meer personen te wier aanzien zij een gezamenlijk of complementair belang hebben, controles te verrichten en de aldus verkregen inlichtingen uit te wisselen, is deze paragraaf van toepassing.

De Belgische bevoegde autoriteit bepaalt autonoom welke personen zij voor een gelijktijdige controle wil voorstellen. Zij deelt de buitenlandse bevoegde autoriteit van de betrokken lidstaten met opgave van redenen mee welke dossiers zij voor een gelijktijdige controle voorstelt. Zij bepaalt binnen welke termijn die controles moeten plaatsvinden.

Wanneer een gelijktijdige controle aan de Belgische bevoegde autoriteit is voorgesteld, beslist ze of zij aan de gelijktijdige controle wenst deel te nemen. Zij doet de buitenlandse bevoegde autoriteit die de controle voorstelt een bevestiging van deelname of een gemotiveerde weigering toekomen.

De Belgische bevoegde autoriteit wijst een vertegenwoordiger aan die wordt belast met de leiding en de coördinatie van de controle.

§ 4. De Belgische bevoegde autoriteit kan een buitenlandse bevoegde autoriteit, overeenkomstig de in de aangezochte lidstaat geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, erom verzoeken over te gaan tot kennisgeving aan de geadresseerde van alle door de Waalse administratieve autoriteiten afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing op zijn grondgebied van wetgeving betreffende de taksen en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke overheden.

Het verzoek tot kennisgeving vermeldt de naam en het adres van de geadresseerde evenals alle overige informatie ter identificatie van de geadresseerde, en het onderwerp van de akte of het besluit waarvan kennis moet worden gegeven.

Het verzoek tot kennisgeving wordt door de Belgische bevoegde autoriteit slechts gedaan indien de kennisgeving van de akten niet volgens de Belgische regels die in het Waalse Gewest toepasselijk zijn, kan geschieden, of buitensporige problemen zou veroorzaken. De Belgische bevoegde autoriteit kan, per aangetekende brief of langs elektronische weg, rechtstreeks van een document kennis geven aan een persoon op het grondgebied van een lidstaat.

§ 5. Op verzoek van een buitenlandse bevoegde autoriteit gaat de Belgische bevoegde autoriteit, overeenkomstig de in het Waalse Gewest geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, over tot kennisgeving aan de geadresseerde van alle door de administratieve autoriteiten van de verzoekende lidstaat afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing op het Waalse grondgebied van wetgeving betreffende de taksen en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke overheden.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de verzoekende autoriteit onverwijld in kennis van het aan het verzoek gegeven gevolg en, in het bijzonder, van de datum waarop de akte of het besluit die geadresseerde ter kennis is gebracht.

§ 6. Wanneer een buitenlandse bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 64ter of artikel 64sexies inlichtingen heeft verstrekt, en als een terugmelding wordt aangevraagd, doet de Belgische bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft ontvangen, zonder afbreuk te doen aan de in het Waalse Gewest geldende voorschriften inzake fiscale geheimhoudingsplicht en gegevensbescherming, zo spoedig mogelijk, doch uiterlijk drie maanden nadat het resultaat van het gebruik van de verlangde inlichtingen bekend is, een terugmelding aan de bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft verzonden.

De Belgische bevoegde autoriteit doet eenmaal per jaar, overeenkomstig bilateraal overeengekomen praktische afspraken, een terugmelding over de automatische inlichtingenuitwisseling naar de betrokken lidstaten.

§ 7. De Belgische bevoegde autoriteit die overeenkomstig artikel 64ter, derde lid, of artikel 64sexies inlichtingen verstrekt, kan de buitenlandse bevoegde autoriteit om terugmelding betreffende de ontvangen inlichtingen verzoeken.

§ 8. Een Waalse verbindingdienst of een Waalse bevoegde ambtenaar die een verzoek om samenwerking ontvangt dat een optreden vereist buiten de hem krachtens de nationale wetgeving of het Belgische beleid verleende bevoegdheid, geeft het verzoek onverwijld door aan het centrale verbindingsbureau en stelt de buitenlandse verzoekende autoriteit hiervan in kennis. In dat geval gaat de in artikel 64quater gestelde termijn in op de dag nadat het verzoek om samenwerking aan het centrale verbindingsbureau is doorgezonden.

Afdeling 7. — Voorwaarden inzake de administratieve samenwerking

Art. 64octies § 1. De inlichtingen waarover het Waalse Gewest krachtens de vorige artikelen beschikt, vallen onder de geheimhoudingsplicht en genieten de bescherming waarin de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens voorziet.

Deze inlichtingen kunnen worden gebruikt :

1. voor de administratie en de handhaving van de Waalse wetgeving met betrekking tot de in artikel 2 van de Richtlijn bedoelde taksen en belastingen;
2. voor de vaststelling en invordering van andere belastingen en rechten vallend onder artikel 2 van het decreet van 5 juli 2012 tot omzetting van Richtlijn 2010/24/EU van de Raad van 16 maart 2010 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit bepaalde belastingen, rechten en andere maatregelen, en voor de vaststelling en invordering van verplichte socialezekerheidsbijdragen;
3. in mogelijk tot bestraffing leidende gerechtelijke en administratieve procedures wegens overtreding van de belastingwetgeving, onverminderd de algemene regels en de bepalingen betreffende de rechten van de verdachten en getuigen in dergelijke procedures.

Met toestemming van de buitenlandse bevoegde autoriteit die overeenkomstig de richtlijn inlichtingen heeft verstrekt, en voor zover het bij de in het Waalse Gewest toepasselijke wetgeving is toegestaan, kunnen de van die autoriteit ontvangen inlichtingen en bescheiden voor andere dan de in lid 2 bedoelde doeleinden worden gebruikt.

De Belgische bevoegde autoriteit die van oordeel is dat de van een buitenlandse bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in lid 2 beoogde doelen, stelt de bevoegde autoriteit van de inlichtingen verstreckende lidstaat in kennis van haar voornemen om die inlichtingen met een derde lidstaat te delen. Indien de inlichtingen verstreckende bevoegde autoriteit van de lidstaat zich hiertegen niet verzet binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving, kan de Belgische bevoegde autoriteit de inlichtingen overmaken aan de buitenlandse bevoegde autoriteit van de derde lidstaat op voorwaarde dat ze de regels en procedures bepaald in de vorige artikelen naleeft.

Wanneer de Belgische bevoegde autoriteit van oordeel is dat de overeenkomstig lid 4 door een buitenlandse bevoegde autoriteit verstrekte inlichtingen voor de in lid 3 beoogde van nut kunnen zijn, vraagt ze daartoe de toestemming aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de inlichtingen afkomstig zijn.

Inlichtingen, verslagen, verklaringen en andere bescheiden, alsook voor eensluidend gewaarmerkte afschriften of uittreksels daarvan, die door de aangezochte autoriteit zijn verkregen en overeenkomstig dit artikel aan de Belgische bevoegde verzoekende autoriteit zijn doorgegeven, kunnen door de Belgische bevoegde instanties op dezelfde voet als bewijs worden aangevoerd als soortgelijke inlichtingen, verslagen, verklaringen en andere bescheiden die door een andere Belgische autoriteit zijn verstrekt.

§ 2. Met toestemming van de Belgische bevoegde autoriteit kunnen de overeenkomstig de vorige artikelen medegedeelde inlichtingen voor andere dan de § 1 van lid 2 van dit artikel bedoelde doeleinden worden gebruikt in de lidstaat die ze ontvangt. De toestemming wordt door de Belgische bevoegde autoriteit verleend indien de inlichtingen in het Waalse Gewest voor soortgelijke doeleinden kunnen worden gebruikt.

Wanneer de buitenlandse bevoegde autoriteit van oordeel is dat de van de Belgische bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in § 1 van lid 2 van dit artikel beoogde doelen, mag de Belgische bevoegde autoriteit die buitenlandse bevoegde autoriteit erom machtigen die inlichtingen met een derde staat te delen. Als de Belgische bevoegde autoriteit haar toestemming niet wenst te geven, deelt ze haar weigering mede binnen tien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de lidstaat die de inlichtingen wenst te delen.

Als de buitenlandse bevoegde autoriteit van oordeel is dat de van de Belgische bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in § 1 van lid 3 van dit artikel beoogde doelen, kan de Belgische bevoegde autoriteit de buitenlandse bevoegde autoriteit erom machtigen die inlichtingen met een derde lidstaat te delen.

§ 3. Vóór de in artikel 64ter bedoelde aanvraag om inlichtingen moet de Belgische bevoegde autoriteit eerst de inlichtingen hebben trachten te verkrijgen uit alle gebruikelijke bronnen die zij in de gegeven omstandigheden kon aanspreken zonder dat het bereiken van de beoogde doelstellingen in het gedrang dreigde te komen.

De in § 5 bedoelde inlichtingen worden door de Belgische bevoegde autoriteit aan een buitenlandse bevoegde autoriteit verstrekt, op voorwaarde dat de buitenlandse bevoegde autoriteit de inlichtingen eerst heeft trachten te verkrijgen uit alle gebruikelijke bronnen die zij in de gegeven omstandigheden kon aanspreken zonder dat het bereiken van de beoogde doelstellingen in het gedrang dreigde te komen.

§ 4. De Belgische bevoegde autoriteit wordt niet gemachtigd om onderzoek in te stellen of inlichtingen te verstrekken, indien haar wetgeving haar niet toestaat voor eigen doeleinden van het Waalse Gewest het onderzoek in te stellen of de gevraagde inlichtingen te verzamelen.

De Belgische bevoegde autoriteit kan weigeren inlichtingen te verstrekken, indien :

1. de verzoekende lidstaat, op juridische gronden, soortgelijke inlichtingen niet kan verstrekken;
2. dit zou leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of indien het inlichtingen betreft waarvan de onthulling in strijd zou zijn met de openbare orde.

De Belgische bevoegde autoriteit deelt de verzoekende autoriteit mee op welke gronden zij het verzoek om inlichtingen afwijst.

§ 5. De Belgische bevoegde autoriteit wendt de middelen aan waarover ze beschikt om de gevraagde inlichtingen te verzamelen, zelfs indien ze de inlichtingen niet voor eigen belastingdoeleinden nodig heeft. Die verplichting geldt onverminderd § 4 van de eerste en tweede leden, die, wanneer er een beroep op wordt gedaan, in geen geval zo kunnen worden uitgelegd dat het Waalse Gewest kan weigeren inlichtingen te verstrekken uitsluitend omdat het geen binnenlands belang bij deze inlichtingen heeft.

In geen geval worden de leden 1 en 2 van § 4 zo uitgelegd dat de Belgische bevoegde autoriteit kan weigeren inlichtingen te verstrekken, uitsluitend op grond dat deze berusten bij een bank, een andere financiële instelling, een gevolmachtigde of een persoon die als vertegenwoordiger of trustee optreedt, of dat zij betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon.

Onverminderd lid 2 kan de Belgische bevoegde autoriteit weigeren de gevraagde inlichtingen toe te zenden indien deze betrekking hebben op belastingtijdvakken vóór 1 januari 2011 en de toezending van de inlichtingen geweigerd had kunnen worden op grond van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 77/799/EEG indien daarom was verzocht vóór 11 maart 2011.

§ 6. Het Waalse Gewest dat voorziet in een samenwerking met een derde land welke verder reikt dan de bij de richtlijn geregelde samenwerking, kan de verder reikende samenwerking niet weigeren aan een lidstaat die met hem deze verder reikende, wederzijdse samenwerking wenst aan te gaan.

§ 7. Het verzoek om inlichtingen of om een administratief onderzoek op grond van artikel 64ter, eerste lid, en het desbetreffende antwoord, de ontvangstbevestiging, het verzoek om aanvullende achtergrondinformatie en de mededeling dat aan het verzoek niet kan of zal worden voldaan, zoals bepaald in artikel 64quater, worden voor zover mogelijk verzonden met gebruikmaking van het door de Commissie vast te stellen standaardformulier. De standaardformulieren kunnen vergezeld gaan van verslagen, verklaringen en andere bescheiden, of van voor eensluidend gewaarmerkte afschriften of uittreksels daarvan.

De in lid 1 van deze paragraaf bedoelde standaardformulieren bevatten ten minste de volgende door de verzoekende autoriteit te verstrekken informatie :

- a) de identiteit van de persoon naar wie het onderzoek of de controle is ingesteld;
- b) het fiscale doel waarvoor de informatie wordt opgevraagd.

De Belgische bevoegde autoriteit kan namen en adressen van personen die worden verondersteld in het bezit te zijn van de verlangde informatie, alsook andere elementen die het verzamelen van de informatie door de aangezochte autoriteit vereenvoudigen, doorgeven, voor zover deze bekend zijn en deze praktisch aansluit bij internationale ontwikkelingen.

Voor de spontane uitwisseling van inlichtingen en de desbetreffende ontvangstbevestiging, op grond van respectievelijk artikel 64*sexies*, lid 1 en 4, het in artikel 64*opties*, § 4 en 5 bedoelde verzoek tot administratieve kennisgeving, en de in artikel 64*opties*, § 6 en § 7, bedoelde terugmelding, wordt gebruikgemaakt van het door de Commissie vast te stellen standaardformulier.

Bij de automatische inlichtingenuitwisseling in de zin van artikel 64*sexies* wordt gebruikgemaakt van het door de Commissie vastgestelde geautomatiseerde standaardformaat, dat dergelijke automatische uitwisseling moet vergemakkelijken, en gebaseerd is op het bestaande geautomatiseerde formaat in de zin van artikel 9 van Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling (1), dat bij elke vorm van automatische inlichtingenuitwisseling moet worden gebruikt.

§ 8. De krachtens dit artikel verstrekte inlichtingen worden zoveel mogelijk verzonden langs elektronische weg, via het CCN-netwerk.

Het verzoek om samenwerking, waaronder het verzoek tot kennisgeving, en de bijgevoegde bescheiden kunnen in elke door de aangezochte en de verzoekende autoriteit overeengekomen taal zijn gesteld. Het verzoek gaat slechts in bijzondere gevallen, op met redenen omkleed verzoek van de Belgische bevoegde autoriteit, vergezeld van een vertaling in een van de officiële talen van België.

Afdeling 8. — Betrekkingen met derde landen

Art. 64*novies*. De Belgische bevoegde autoriteit die van een derde land inlichtingen ontvangt welke naar verwachting van belang zijn voor de administratie en de handhaving van de Waalse wetgeving betreffende de taken en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening met inbegrip van de plaatselijke overheden, kan deze inlichtingen verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van de lidstaten voor welke die inlichtingen van nut kunnen zijn, en aan elke buitenlandse bevoegde autoriteit die daarom verzoekt, mits dat krachtens een overeenkomst met dat derde land is toegestaan.

De Belgische bevoegde autoriteit kan, met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en overeenkomstig de in het Waalse Gewest toepasselijke Belgische bepalingen en de mededeling van persoonsgegevens aan derde landen de krachtens dit artikel ontvangen inlichtingen doorgeven aan een derde land, op voorwaarde dat aan elk van de volgende voorwaarden is voldaan :

- a) de buitenlandse bevoegde autoriteit van de lidstaat waaruit de inlichtingen afkomstig zijn, heeft daarin toegestemd;
- b) het derde land heeft zich ertoe verbonden de medewerking te verlenen die nodig is om bewijsmateriaal bijeen te brengen omtrent het ongeoorloofde of onwettige karakter van verrichtingen die blijken in strijd te zijn met of een misbruik te vormen van de belastingwetgeving.

Art. 8. De artikelen 5, 6 en 7 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2013.

Titel II — Bepalingen betreffende de wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld

Art. 9. In artikel 9, § 2, eerste lid, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, gewijzigd bij artikel 10 van het decreet van 27 maart 2003, wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "zestig".

Art. 10. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 19 van het decreet van 27 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. § 1. De niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel 9, § 2, lid 1 en 3, van deze wet wordt bestraft met een administratieve boete van 100 euro per afgelopen of lopend boekjaar en dit, voor elk televisietoestel waarvoor het kijkgeld verschuldigd is.

§ 2. Deze administratieve boete wordt verlaagd tot een forfaitair en enig bedrag van 25 euro in geval van :

1. spontane regularisatie vanwege de verschuldigde buiten de wettelijke termijnen vastgelegd in artikel 9, § 2, lid 1 en 3;

2. erkenning van de inbezithouding van één of meerdere televisietoestellen :

- binnen de wettelijke termijn bedoeld in artikel 9, § 3, ingevolge een verzoek tot inlichtingen gestuurd of ingediend door de dienst aangewezen door de Regering;

- buiten de wettelijke termijn bedoeld in artikel 9, § 3, en ingevolge een verzoek tot inlichtingen gestuurd of ingediend door de dienst aangewezen door de Regering en zodra de overschrijding van de termijn wordt gerechtvaardigd door een geval van overmacht erkend door de bovenvermelde dienst;

3. erkenning van de inbezithouding van een televisietoestel ten gevolge van een controle van de dienst aangewezen door de Regering voor zover deze controle niet voorafgegaan werd door een verzoek tot inlichtingen waarbij de verschuldigde verklaard heeft geen televisietoestel(len) op de betrokken plaats in zijn bezit te hebben.

§ 3. De niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel 13, lid 2 en 4, wordt bestraft met een administratieve boete van 100 euro per afgelopen of lopend boekjaar en dit, voor elk televisietoestel waarvoor het kijkgeld verschuldigd is.

§ 4. De uitnodiging tot betalen bedoeld in de artikelen 7, 9 en 10 zal het bedrag van het verschuldigde kijkgeld alsook het bedrag van de administratieve boete opgesteld overeenkomstig de §§ 1 tot 3 vermelden.

§ 5. Bij gebrek aan betaling wordt de administratieve boete ingekohierd, desgevallend, samen met het kijkgeld.”

Art. 11. Artikel 25 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 maart 2003 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2008, wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 26, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 13, 1°, van het decreet van 5 december 2008 worden tussen de woorden “van artikel 18” en “vermeerderd kijkgeld” de woorden “met de opgelegde administratieve boete” ingevoegd.

Art. 13. In artikel 26, § 2, 7°, van dezelfde wet worden de woorden “eventueel vermeerderd met de administratieve boete” ingevoegd na de woorden “kijk- en luistergeld”.

Art. 14. In artikel 28, § 4, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 3, 5°, van het decreet van 30 april 2009 worden tussen de woorden “van artikel 18” en “vermeerderd kijk- en luistergeld” de woorden “met de opgelegde administratieve boete” ingevoegd.

Art. 15. In artikel 28, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 88, 4°, van het decreet van 10 december 2009 worden tussen de woorden “van artikel 18” en “vermeerderd kijk- en luistergeld” de woorden “met de opgelegde administratieve boete” ingevoegd.

Art. 16. In artikel 28, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009 worden tussen het woord “eventueel” en “vermeerderd kijk- en luistergeld” de woorden “met de opgelegde administratieve boete” ingevoegd.

Art. 17. In artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 33, 2°, van het decreet van 17 januari 2008 en door artikel 89 van het decreet van 10 december 2009, wordt § 1 gewijzigd als volgt :

“§ 1. De bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen zijn van toepassing op het kijk- en luistergeld, onverminderd de bepalingen van deze wet”.

Art. 18. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003, wordt het tweede lid vervangen als volgt : “Voor elk televisietoestel opgesteld in een hotelkamer of in een soortgelijk logement is slechts de helft van het kijkgeld verschuldigd.”

Art. 19. In artikel 13, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 5 december 2008 worden tussen de woorden “het artikel 3” en “bedoelde kijkgeld” de woorden “of artikel 4” ingevoegd.

Art. 20. Artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 5 december 2008, wordt gewijzigd als volgt :

- de woorden “zonder winstoogmerk” vervallen;

- punt 10° wordt vervangen als volgt :

“10° door ziekenhuisinstellingen, bejaardenhuizen of dagonthaalcentra voor bejaarden”;

- punt 11° wordt aangevuld als volgt :

“alsook door erkende inrichtingen voor de opvang, de huisvesting en de begeleiding van volwassenen en jongeren die onder het beleid van de integratie van de gehandicapte personen ressorteren en voor de personen met sociale moeilijkheden”.

Art. 21. De artikelen 9 tot 17 zijn van toepassing op de dossiers betreffende de overtredingen die gepleegd zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet en die nog steeds open zijn op de dag van die inwerkingtreding. In dit geval zal het verschuldigd bedrag van het kijk- en luistergeld berekend overeenkomstig artikel 18, zoals omschreven vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden teruggebracht tot het basisbedrag van het kijk- en luistergeld dat verschuldigd is zoals bedoeld in de artikelen 3 en 4, vermeerderd met een forfaitair en enig bedrag van 25 EUR. Deze afwijkende regeling van inwerkingtreding is onderworpen aan de erkenning door de dienst aangewezen door de Regering dat de niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel 9, § 2, lid 1 en 3, het gevolg is van een geval van overmacht.

De artikelen 9 tot 17 zijn ook van toepassing op alle dossiers betreffende de overtredingen die gepleegd zijn tussen de datum van inwerkingtreding van dit decreet en de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en afgesloten op de dag van deze bekendmaking.

Art. 22. De artikelen 9 tot 17 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

De artikelen 18 tot 20 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 april 2013.

Titel III. — Bepalingen betreffende de wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB 92) Onroerende voorheffing

Art. 23. In artikel 257 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB 92) worden gewijzigd :

1° het nummer 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° een vermindering van onroerende voorheffing in verband met de woning die betrokken wordt door een gezin met ten minste twee kinderen in leven of met een gehandicapte persoon in de zin van artikel 135, eerste lid.

Die vermindering bedraagt 250 euro voor iedere gehandicapte persoon ten laste, met inbegrip van de echtgenoot of de wettelijk of feitelijk samenwonende, en 125 euro voor ieder niet-gehandicapt kind ten laste, en de helft van één van beide bedragen voor elk kind ten laste onderworpen aan het gezamenlijk ouderlijk gezag waarvan de huisvesting gelijkmatig is verdeeld over de beide belastingplichtigen, vermenigvuldigd met de breuk $[100/(100 + \text{bovenop de onroerende voorheffing totaal opcentiemen bepaald door de gemeente, de agglomeratie en de provincie waar de door het gezin betrokken woning gelegen is})]$.

Het bestaan van het gezamenlijk ouderlijk gezag en de gelijkmatige huisvesting dienen door belanghebbende aangetoond te worden :

- hetzij op grond van een uiterlijk op 1 januari van het aanslagjaar geregistreerde of door een rechter gehomologeerde overeenkomst waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen en dat zij bereid zijn de toeslagen op de belastingvrije som voor die kinderen te verdelen;

- hetzij op grond van een uiterlijk op 1 januari van het aanslagjaar uitgesproken rechterlijke beslissing waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen;

- hetzij op grond van een overeenkomst, tot stand gekomen ten gevolge van een vrijwillige gezinsbemiddeling gevoerd door een bemiddelaar erkend door de Commissie bedoeld in artikel 1727 van het Gerechtelijk Wetboek uiterlijk op 1 januari van het aanslagjaar waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen en dat zij bereid zijn de toeslagen op de belastingvrije som voor die kinderen te verdelen.

In afwijking van het voorgaande wordt er geen enkele vermindering ten gunste van de belastingplichtige verleend voor de kinderen voor welke hij uitkeringen zoals bedoeld in artikel 104, 1°, kan aftrekken.

Een kind dat gedurende de veldtochten 1940-1945 als militair, weerstander, politiek gevangene of burgerlijk oorlogsslachtoffer overleden of vermist is, wordt meegerekend alsof het in leven was;”;

2° onder 3°bis wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« een vermindering van de onroerende voorheffing betreffende de woning betrokken door het gezin met een persoon ten laste die niet bedoeld wordt in 3° en die deel uitmaakt van zijn familie of de familie van zijn echtgenoot of wettelijk of feitelijk samenwonende, met uitzondering van de echtgenoot of de wettelijk samenwonende.”;

3° onder 3°bis, tweede lid, worden de woorden « het door het gezinshoofd betrokken onroerend goed » vervangen door de woorden “de door het gezin betrokken woning”.

Art. 24. In artikel 258, derde lid, van het Wetboek worden de woorden “De vermindering bepaald bij artikel 257, 1°, wordt niet toegekend ” vervangen door de woorden “Zij worden niet toegekend”.

Art. 25. In artikel 259 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het gezin van de betrokken groot-oorlogsverminkte, van de gehandicapte of van het betrokken gezinshoofd” vervangen door de woorden “hetzelfde gezin of het gezin van de betrokken groot-oorlogsverminkte of gehandicapte”.

Art. 26. De artikelen 23, 25 van dit decreet hebben uitwerking hebben op 1 januari 2013. Zij zijn van toepassing vanaf het belastbaar tijdvak 2013.

Titel IV. — Bepalingen betreffende de wijziging van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Afdeling I. — Overdrachten ten bezwarende titel van onroerende goederen. — § 4. — Verkoop van kleine landeigendommen en bescheiden woningen

Art. 27. In artikel 53ter van het Wetboek van de registratie- hypotheek en griffierechten worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in § 1, eerste lid :

a) vervallen de woorden “op 1 juli van het jaar dat voorafgaat aan dat van de verkoopovereenkomst” en worden de woorden “of buiten die gebieden” vervangen door de woorden “of buiten een dergelijk gebied”;

b) wordt het woord “fixé” in de Franse versie door het woord “fixée” vervangen;

2° in § 1, derde lid, wordt de volzin “Ook de lijst van de gemeenten gelegen in een gebied met een vastgoeddruk bedoeld in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » wordt door hetzelfde directoraat-generaal jaarlijks op 1 juli in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.” vervangen door volgende volzin : « Tegen uiterlijk 31 december wordt door hetzelfde directoraat-generaal eveneens de lijst bekendgemaakt van de gemeenten gelegen in een gebied met vastgoeddruk zoals bedoeld in het eerste lid. Die lijst is van toepassing op de verkoopovereenkomsten gesloten in de loop van het jaar volgend op de bekendmaking ervan. ».

Art. 28. Artikel 27 van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Vaststelling van de rechten. — Afdeling XX
Akten vrijgesteld van het evenredig recht en onderhevig aan het algemeen vast recht

Art. 29. Artikel 159, 1°, van het Wetboek der registratierechten, laatst gewijzigd bij de wet van 23 december 1958, wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 wordt punt *b*) aangevuld met volgende woorden : “uiterlijk op de vijfde werkdag na de dag van de toewijzing of van het contract;”;

2° in lid 1 vervalt punt *c*);

3° in lid 3 wordt, onder punt *b*), het woord “eerste” vervangen door het woord “vijfde”.

Art. 30. Artikel 29 treedt in werking op 1 januari 2016.

De Waalse Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding vaststellen dan de datum waarvan sprake in het eerste lid.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Afdeling XII
Schenken. — Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 31. In artikel 131bis, § 3, van het Wetboek der successierechten wordt 1° opgeheven.

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Afdeling I. — Overdrachten onder bezwarende titel van onroerende goederen. — § 1. — Algemene bepalingen

Art. 32. In artikel 44 van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten vervallen de woorden :

“, of op 10 % indien voornoemde overdrachtsovereenkomsten aanleiding geven tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de “Société wallonne de Crédit social” (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de “Guichets du Crédit social” (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemootkoming van het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).”.

Art. 33. In artikel 209, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst, luidend als volgt :

“6° de rechten geïnd wegens een rechtsakte die geregistreerd wordt voordat het tarief voor die handeling verminderd wordt tot 5 % zoals vastgelegd in de artikelen 44, 53 en 57, ten belope van de bijkomende rechten tussen het percentage dat toegepast wordt bij de registratie van de akte en het verminderd tarief bedoeld in laatstgenoemde bepalingen; die teruggaaf is gekoppeld aan de voorwaarde van de formulering, onderaan op de akte van de hypothecaire lening, van een verzoek tot teruggaaf, die recht geeft op de vermindering op de verkoopakte van het pand waarop de hypotheek betrekking heeft, ondertekend door de koper en de instrumenterend notaris, vóór de registratie van die leningsakte; dat verzoek onderaan op de akte moet de naam van de begunstigde van de teruggaaf bevatten, en in voorkomend geval het nummer van de rekening waarop het bedrag van de terug te geven rechten gestort moet worden.”.

*Afdeling 5. — Bepalingen betreffende Hoofdstuk IV. — Afdeling XII
Schenkeningen. — Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 34. Artikel 131*bis*, § 1, van het Wetboek van de registratie- hypotheek en griffierechten wordt vervangen door volgende bepaling :

"In afwijking van artikel 131 wordt voor de schenkingen onder levenden van roerende goederen op het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven van :

- 1° 3,3 % voor de schenkingen in de rechte lijn, tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden;
- 2° 5,5 % voor de schenkingen tussen broers en zusters, en tussen ooms of tantes en neven of nichten;
- 3° tot 7,7 % voor de schenkingen aan andere personen. ».

Art. 35. De artikelen 31 tot 34 van dit decreet treden in werking treden op 1 januari 2014.

Titel V. — Bepalingen inzake successierechten. — Hoofdstuk III. — Waardering van het belastbaar actief
Afdeling II. — Bijzondere regelen

Art. 36. In artikel 21 van het Wetboek der successierechten vervalt de tekst onder punt "III" en wordt hij vervangen door volgende tekst, luidend als volgt :

"Voor de financiële instrumenten die tot de handel zijn toegelaten op een Belgisch multilateraal handelssysteem, een Belgische of buitenlandse gereguleerde markt, respectievelijk bedoeld in artikel 2, eerste lid, 4°, 5° en 6°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, volgens de verkoopwaarde van die financiële instrumenten op de datum van het overlijden of op dezelfde datum van de twee daarop volgende maanden.

Die waarde wordt vastgesteld op grond van de informatie van de koerswaarden, te lezen in de gespecialiseerde geschreven pers en/of via raadpleegbare gespecialiseerde elektronische bronnen.

De erfgenamen, legatarissen en begiftigden moeten de keuze van de referentiedatum en de informatiebron van de koerswaarden in hun aangifte opgeven, waarbij die keuze van toepassing is op alle nagelaten waarden.

Van de erfgenamen, legatarissen of begiftigden kan gevraagd worden die koerswaarde aan te tonen via een tweede, onafhankelijke bron."

Art. 37. Artikel 36 is van toepassing op de erfopvolgingen die openvallen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Titel VI. — Bepalingen betreffende de wijziging van het decreet van 19 november 1998
tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest

Art. 38. Punt 1° van artikel 2 van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

"1 "automaat" :

- a) de voor het publiek toegankelijke bankautomaten;
- b) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische distributie van bankbiljetten;
- b) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische uitvoering van betalingen en de automatische aflevering van rekeninguittreksels;
- d) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is;
- e) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is;
- f) geautomatiseerde tabaks-, sigaren- of sigarettenautomaten."

Art. 39. § 1 van artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. § 1. Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld als volgt :

- 1) voor de automaten bedoeld in artikel 1, a), b) en c) : 3 578,93 euro per automaat;
- 2) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is :
 - a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 760,33 euro per slangkraan;
 - b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.086,19 euro per meter;
- 3) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is :
 - a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 894,73 euro per slangkraan;
 - b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.278,19 euro per meter;
- 4) voor de geautomatiseerde tabaks-, sigaren- of sigarettenautomaten : 511,28 euro per automaat.

De bedragen van voormelde belastingen worden jaarlijks vanaf het belastbare tijdperk 2013 aangepast naar gelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2013 worden de bedragen te innen voor het lopende aanslagjaar, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. ».

Art. 40. De artikelen 38, 39 en 1^{er}, die uitwerking hebben op 1 januari 2013. Ze zijn van toepassing van de het belastbare tijdperk 2012.

Titel VII. — Bepalingen betreffende de wijziging
van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen inzake de ecomalus

Art. 41. In artikel 97, tweede lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

"- de tweede, "ecomalus" genoemd, naar gelang van de categorie CO₂-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen."

Art. 42. In artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt § 3 vervangen door de volgende bepaling :

”§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik bedoeld in artikel 94, 1^o, die in gebruik genomen worden door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon, "ecomalus" genoemd, wordt berekend overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies. ».

Art. 43. § 3. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde wetboek, wordt § 2, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, vervangen door de volgende bepalingen :

”§ 2. Berekening van de ecomalus.

Art. 97quater. § 1. Wanneer een autovoertuig in gebruik wordt genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, ongeacht of het al dan niet een ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op de categorie CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig.

§ 2. De CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel :

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft.

De Minister bevoegd voor Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten van bovenvermeld voordeel dat, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende zou kunnen worden toegekend.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, "ecomalus" genoemd, is het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97quinquies, ten opzichte van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2.

Art. 97quinquies. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97quater, § 2, derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
7	100,00 €
8	175,00 €
9	250,00 €
10	375,00 €

I	II
Cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97 ^{quater} , § 2, derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
11	500,00 €
12	600,00 €
13	700,00 €
14	1.000,00 €
15	1.200,00 €
16	1.500,00€
17	2.000,00 €
18	2.500,00 €

In afwijking van deze tabel, is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro voor de voertuigen bedoeld bij artikel 2, § 2, tweede lid, 7^o van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en die onder het bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

De Waalse Regering kan de bedragen en categorieën bedoeld in dit hoofdstuk wijzigen. Ze zal een ontwerp van decreet tot bevestiging van de besluiten aanhangig maken bij het Waals Parlement, onmiddellijk indien het verenigd is, in het tegenovergestelde geval vanaf de opening van de volgende zitting ervan."

Art. 44. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde wetboek, worden § 3, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, dat de artikelen 97^{sexies} en 97^{septies} omvat, en § 3^{bis}, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009 dat de artikelen 97^{octies} en 97^{nonies} omvat, opgeheven.

Art. 45. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde wetboek, wordt § 4, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, § 3 en artikel 97^{dexies} wordt artikel 97^{sexies}.

Art. 46. De artikelen 41 tot 45 treden in werking treden op 1 januari 2014.

Titel VIII. — Inwerkingtreding

Art. 47. Behalve wat betreft de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding bij de artikelen 8, 22, 26, 28, 30, 35, 37, 40 en 46 bepaald worden, treedt dit decreet in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 835 (2012-2013). Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 18 september 2013.

Bespreking.

Stemming.